La Maison Arc-en-Ciel de Verviers

Ensemble autrement

Récits Livrés

Homosexualité, ici et là-bas

Province de Liège
Avec le soutien de la Province de Liège et de son Service Santé et Social

Avec le soutien de la Wallonie

Éditeur responsable:
Maison Arc en Ciel de Verviers - Ensemble Autrement ASBL
Rue Xhavée 21 - 4800 Verviers
+32 495 13 00 26 - contact@ensembleautrement.be - www.ensembleautrement.be

Crédits:
Rédaction: Hardenne Vinciane / Gilsoul Coline / Bovy Jonathan / Baeyens Daniel
Illustrations: Dieng Madior
Graphismes et mise en page: Gany Mélissa et Brasseur Sabrina

Maison Arc en Ciel de Verviers - Ensemble Autrement ASBL

Récits Livrés

Homosexualité, ici et là-bas

Radior
2016

Table des matières

Introduction ..... p. 7
Constats ..... p. 9
Carte ILGA *« Les lois sur l'orientation sexuelle dans le monde »* ..... p.p. 10-11
Témoignages, Cameroun..... p. 13
La vie dans le centre ..... p. 15
Témoignages, Cameroun..... p. 17
Témoignages, Cameroun..... p. 21
Témoignages, Mauritanie ..... p. 25
Témoignages, Congo ..... p. 27
Témoignages, Somalie ..... p. 29
Témoignages, Somalie ..... p. 31
Témoignages, Somalie ..... p. 33
Témoignages, Côte d'Ivoire ..... p. 37
Témoignages, Côte d'Ivoire ..... p. 41
Daniel, Bénévole à la macverviers ..... p. 49
Contacts..... p. 51
Remerciements ..... p. 53

Introduction

Ensemble Autrement est une association active en Province de Liège depuis huit ans auprès des personnes Lesbiennes, Gays, Bisexuel.le.s, Transgenres, Queers, Intersexes, Autres. Notre association est également présente pour accueillir les proches du public LGBTQI+ via notre équipe pluridisciplinaire proposant des accompagnements psycho-sociaux et des activités diverses.

En tant qu'opérateur en Initiative Locale pour l'Intégration[1] des personnes étrangères ou d'origines étrangères, nous recevons, via l'Appel à Projet de 2019, 2020 et 2021, un public en demande de protection internationale sous les critères de l'homophobie et/ou de la transphobie vécue au pays.

Le public migrant LGBTQI+ que nous recevons nous sollicite principalement pour une aide et un soutien dans la procédure d'asile, mais également pour des demandes d'entretiens individuels afin de pouvoir verbaliser leur orientation sexuelle et/ou leur identité/expression de genre dans le but de poser des mots sur ce qu'ils/elles ont vécu dans leur pays d'origine.

Ces personnes sont, la plupart du temps, confrontées au choc et au stress post traumatique. En effet, les récits de vie qu'ils/elles nous livrent sont bien souvent tragiques, ce sont des parcours difficiles comportant de la violence physique et psychologique. Ajoutons à cela le déracinement, la déchirure familiale, le choc culturel, le placement en centre, la procédure d'asile et enfin, la peur de se voir refuser le titre de séjour.

A l'heure actuelle, il persiste encore une dizaine de pays dans le monde où l'homosexualité et la transidentité sont punies de la peine capitale et des dizaines d'autres dans lesquels les peines varient entre amendes, jusqu'à 17 années d'emprisonnement, humiliations, tortures…

Dans de telles conditions, ces personnes nous expliquent qu'ils/elles doivent vivre de façon très prudente et cacher leurs relations. Cependant, malheureusement bien souvent, l'élément déclencheur résulte du outing[2] d'un proche. L'exil du pays d'origine se fait de façon précipitée, sans préparation préalable car la personne se retrouve dans l'urgence pour sauver sa vie directement menacée. S'en suit alors le parcours migratoire, épreuve supplémentaire, durant laquelle il arrive parfois que pour pouvoir payer les passeurs, ces personnes n'aient pas d'autres choix que de se livrer à la prostitution ou encore à des travaux tels que déplacer des corps morts.

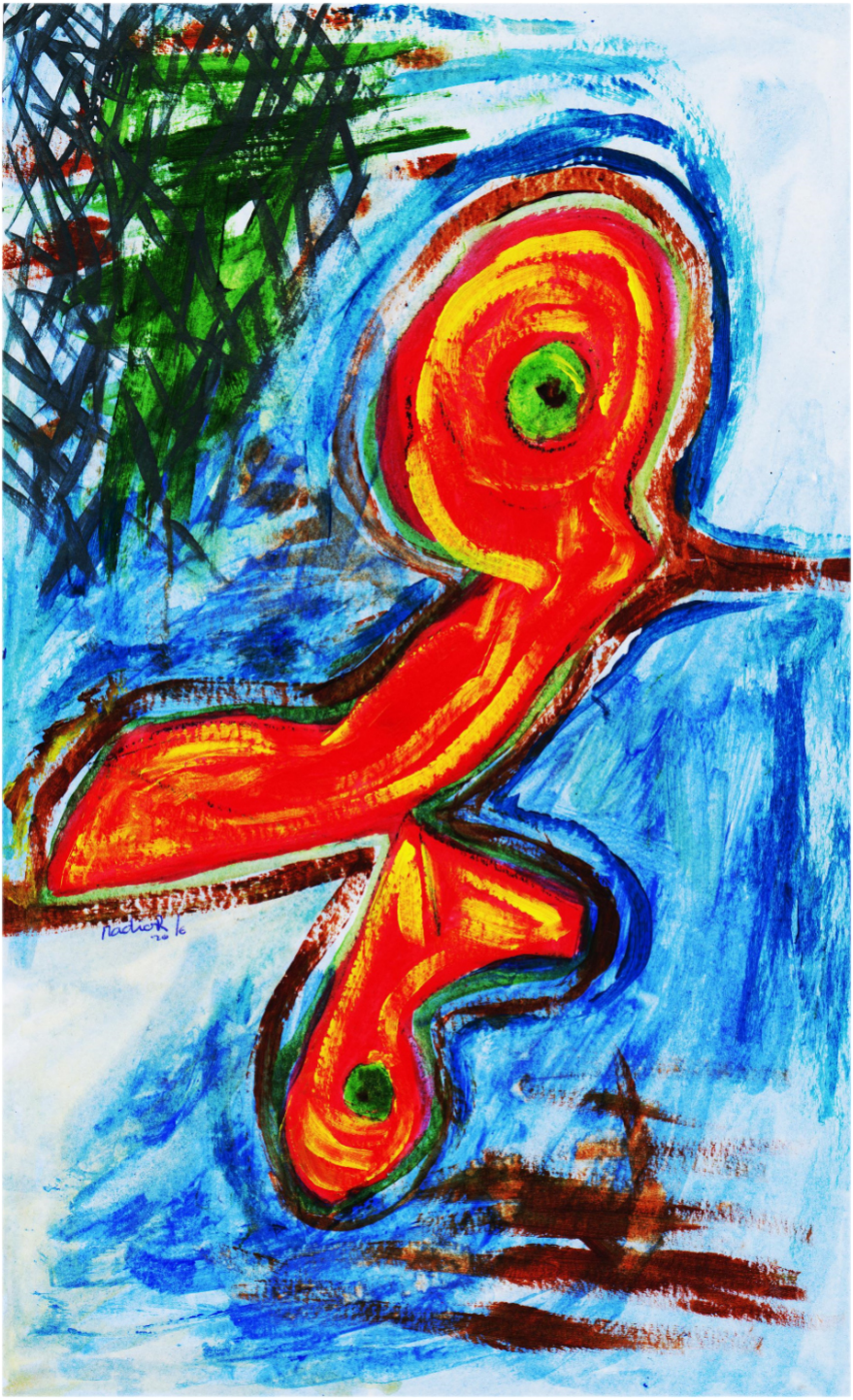
Si l'arrivée sur le territoire belge est perçue comme une forme d'aboutissement et de soulagement, la personne doit encore faire face au placement et à la vie en centre où il règne au travers de cette mixité des communautés, un fort climat homophobe/transphobe, la lourdeur et la lenteur des procédures administratives et juridiques, les interviews durant lesquelles il faut crédibiliser son homosexualité/sa bisexualité/sa transidentité. Durant ces interviews, on leur demande de parler, de tout livrer, bien souvent plus que ce qu'ils/elles ne peuvent ou veulent exprimer. Ce projet a donc pour but de leur donner la parole, de livrer leur témoignage avec ce qu'ils/elles veulent exprimer ou dénoncer.

Dans le domaine de la psychologie, nous savons combien la parole des victimes est importante pour pouvoir se reconstruire. Verbaliser et faire entendre sa voix, c'est avancer vers un mieux-être. Cette parole peut être écoutée et entendue afin de permettre au grand public de se conscientiser à ces réalités de vie, de susciter l'empathie, mais aussi de déconstruire d'éventuels préjugés ou stéréotypes. Tels sont les buts de ce livret et nous tenons a remercier nos membres de partager leur histoire avec nous, avec vous.

---

[1]En réponse à un appel à projet de la Région Wallonne.

[2]Le outing c'est le fait de dénoncer l'orientation sexuelle publiquement et sans le consentement de la personne concernée.



Constats

A travers la carte sur les deux pages suivantes[3], publiée par l'organisation internationale ILGA[4], vous pouvez constater les différentes législations quant aux droits LGBTQIA+ à l'échelle mondiale. En quelques mots, les pays bleutés reconnaissent la protection contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle contrairement aux pays représentés dans les tons rougeâtres criminalisant les pratiques homosexuelles.

Sur base de notre réalité de terrain, nous avons pu constater que malgré la présence d'un cadre légal autour de l'orientation sexuelle, de nombreuses discriminations en découlent. Au niveau de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est, diverses cultures existantes se montrent violentes envers la communauté LGBTQIA+ comme certains demandeurs de protection internationale d'origine vénézuélienne et tchétchène ont pu nous le partager.

Cette expérience sur le terrain nous a permis de prendre connaissance que la législation est appliquée par les instances juridiques ainsi que par la population. Cela double la pénalisation de l'orientation sexuelle.

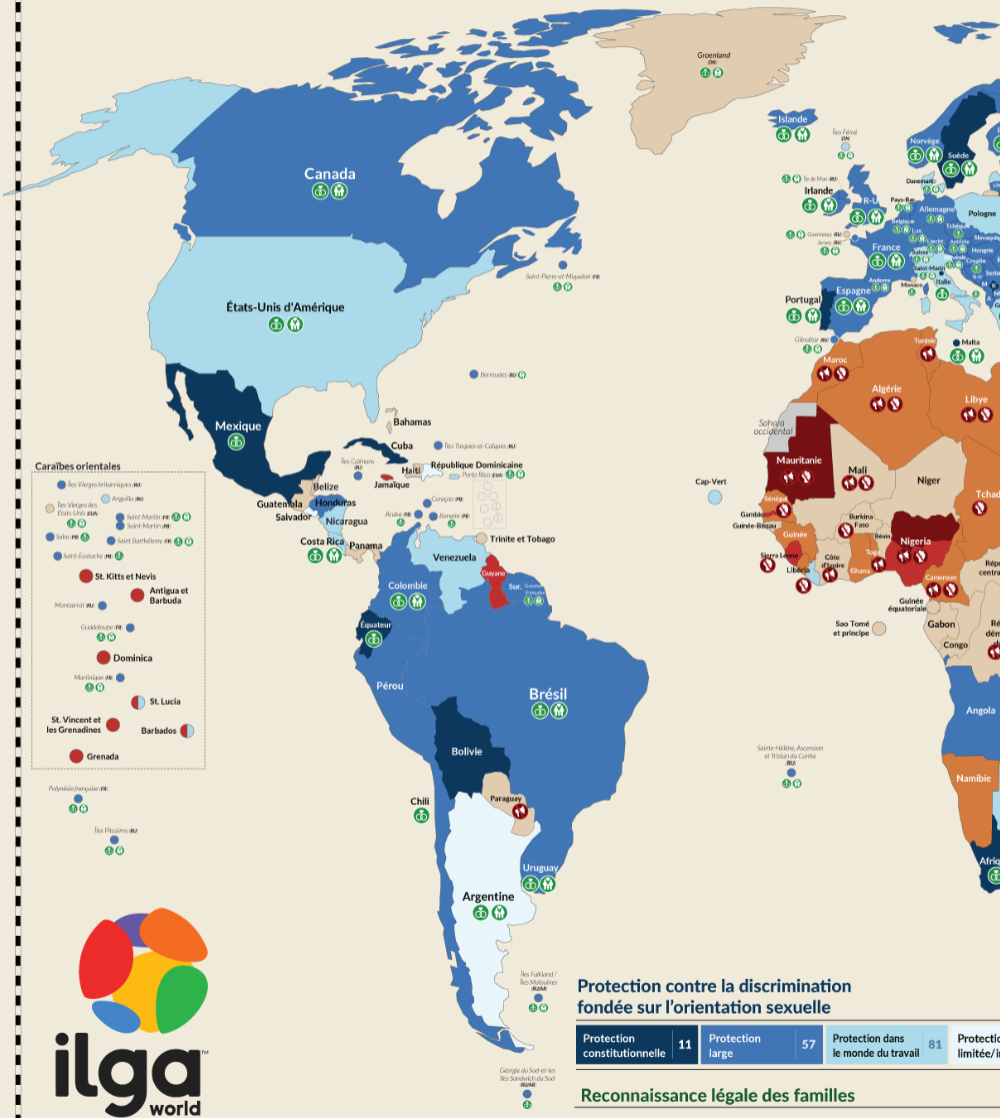
Nous estimons important de vous informer que la majorité de nos suivis en demande de protection internationale sont originaires du continent africain. Il n'empêche que nous avons pu rencontrer un grand nombre d'origines issues des quatre coins du monde. Les personnes ayant accepté de témoigner sont originaires de cinq pays du continent africain que sont la Somalie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Congo et la Mauritanie. Il ne s'agit en aucun cas d'une forme de discrimination, de stéréotype et/ou de préjugé.

[3] *Les lois sur l'orientation sexuelle dans le monde*, ILGA. https://ilga.org/fr/cartes-lois-orientation-sexuelle (consulté le 26 novembre 2021).

[4] International Lesbian Gay Bisexual Trans and Intersex Association.

LES LOIS SUR L'ORIENTATION

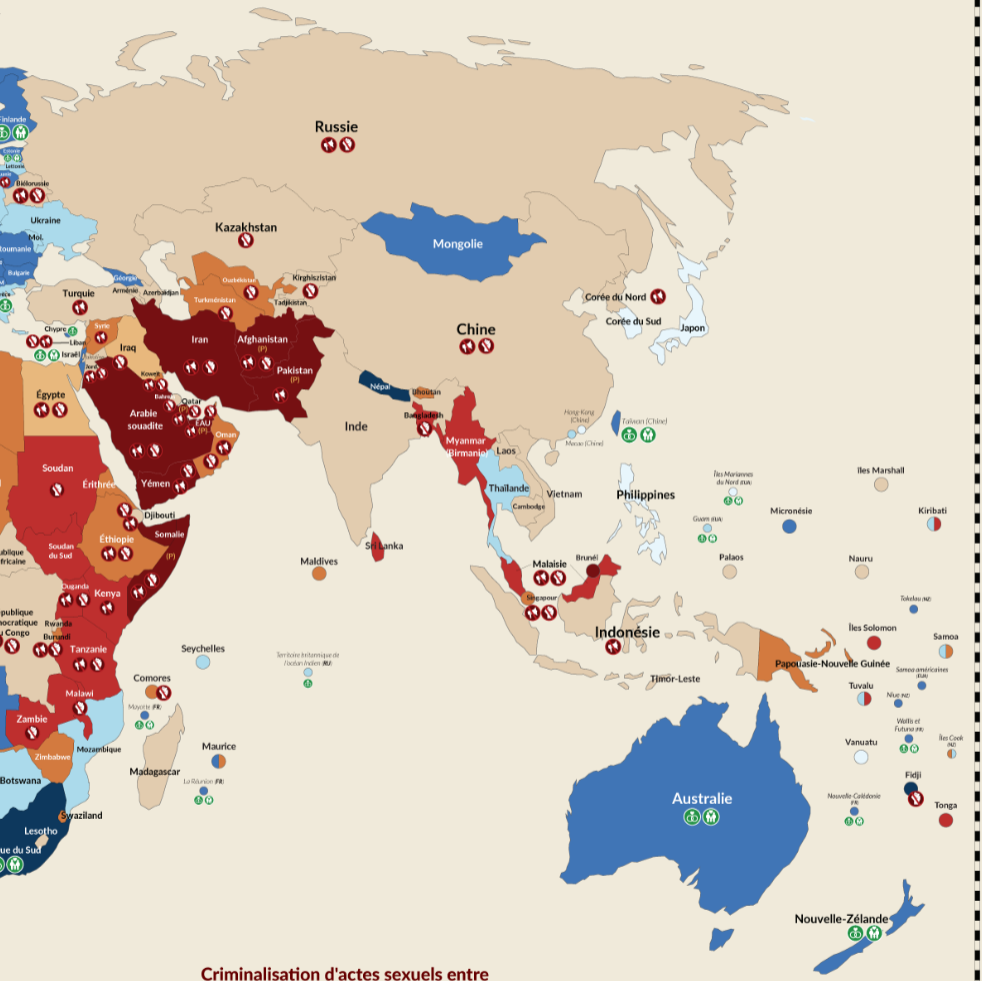
De la criminalisation d'actes sexuels entre adultes consentants de même se



Les données présentées sur cette carte sont basées sur le rapport *Homophobie d'État*, un rapport de l'ILGA écrit par Lucas Ramón Mendos, Kellyn Botha, Rafael Carrano Lelis, Enrique López de la Peña, R.I. et Daron Tan. Cette carte peut être reproduit et imprimée sans permission tant que ILGA est créditée et que le contenu n'est pas altéré. Ilga.org

N SEXUELLE DANS LE MONDE

exe à la protection contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle



Criminalisation d'actes sexuels entre adultes consentants de même sexe

on négale	7	Pas de protection Pas de criminalisation	43	Criminalisation *de facto*	2	Jusqu'à 8 ans d'emprisonnement	30	de 10 ans jusqu'à la prison à vie	27	Peine de mort	6 Effective 5 (P) Possible

Obstacles juridiques à l'exercice de droits

Obstacles juridiques à la liberté d'expression sur les questions LBGTQI+

Obstacles juridiques à l'enregistrement et/ou au fonctionnement des ONG sur les sujets LGBTQI+

DÉCEMBRE 2020

Cameroun

Mon enfance n'a pas été facile pour moi parce que je sais qu'il y a des enfants qui ont une famille unie, avec des frères et sœurs, un père et une mère. Pour moi, c'était différent. Ma mère était la deuxième femme de mon père, j'avais des demi-frères et sœurs. J'ai un frère consanguin. La première femme de mon père est morte, elle a refusé de partager l'héritage avec mon père. Ma mère s'est battue pour nous offrir une vie, une éducation à mon grand-frère, ma petite sœur et moi.

Quand je grandissais, les gens sentaient que je grandissais comme une fille, mon grand-frère me jugeais aussi « tu fais tout avec les filles », je ne comprenais pas ce qu'ils disaient, je ne voyais pas de différence. Au fur et à mesure des années, ça allait de pire en pire avec mon demi-frère qui, lorsque j'avais 10 ans, j'ai ressenti cette différence en moi, quelque chose qui n'allait pas mais je ne savais pas quoi. J'étais tellement préoccupé à chercher de l'argent, depuis l'âge de 7 ans, je devais aider ma mère. Je travaillais. J'apprenais à faire des économies et à donner l'argent à ma mère à la fin du mois. Face à ça, je n'avais pas la tête à l'école.

A 12 ans, j'ai arrêté l'école. Je me suis vraiment lancé dans la recherche de l'argent pour que ma famille puisse vivre et que ma petite sœur ne ressente pas la souffrance que j'ai ressentie depuis le bas-âge. Mon demi-frère continuait de m'insulter de « pd », de « fille ». Je ne savais pas quoi lui répondre. A 14 ans, dans le mouvement avec les gars de mon quartier, je disais bonjour à tout le monde et inversément.

Un ami a demandé à ma mère pour que je l'accompagne dormir chez lui. Cette nuit-là, j'ai vécu ma première relation sexuelle. Le deuxième jour, nous avons été attrapés par son grand-frère qui nous a surpris en rentrant dans la chambre par surprise. Il a crié au scandale dans la maison. Les gens du quartier sont sortis et on a été amenés chez le chef du quartier qui a nommé cet acte « de la sorcellerie ». A l'époque, ma mère était malade, quand elle a appris ça, sa maladie s'est empirée. On m'a envoyé chez un marabout pour me traiter. J'ai fait 2 mois chez ce marabout. J'ai des signes physiques sur le visage d'après cet homme. Ma mère est morte d'un AVC l'année suivante.

Après sa mort, je ne pouvais plus vivre au village, je ne supportais plus la vie là-bas. Mes frères disaient que j'étais responsable de la mort de ma mère, que j'étais dans la sorcellerie, que je ne pouvais pas rester avec eux au risque de me faire tuer. Ma petite-sœur était trop petite pour comprendre. Financièrement, je reste responsable d'elle. Je suis allé habiter ailleurs dans une grande ville. Je devais chercher quelque chose à faire, un travail. Je n'avais rien comme compétence sauf dans le commerce.

Je sais bien cuisiner, et un ami m'a proposé de faire une formation dans le domaine de la cuisine. Mais pour ça, il faut encore payer, j'avais déjà ma sœur à charge. Je n'avais que 20 ans. J'ai eu un peu d'argent avec lequel j'ai payé le reste des frais de ma sœur. J'ai postulé dans un hôtel qui a accepté de me former pendant 6 mois. Après la formation, j'ai continué là-bas. J'ai poursuivi ma vie d'homo-

sexuel. J'étais toujours poursuivi par ma famille, je recevais des messages de menace, j'étais banni de ma propre famille. J'ai continué de partir. Je suis rentré travailler dans la famille présidentielle. Dans mon pays, il n'y a pas de contrat de travail, l'argent n'est jamais sûr. Un jour on peut te payer, le lendemain non. J'ai commencé à préparer mon départ, je savais que les homosexuels étaient interdits. J'ai déjà été chassé de ma famille, je n'avais plus d'amis, je ne savais pas qui était mon ennemi. J'ai décidé de sauver ma peau et de fuir le pays.

La semaine avant ma fuite, j'avais souvent entendu des problèmes comme des attaques de la police dans des maisons. J'étais en danger. J'avais un copain qui m'aidait, on vivait ensemble mais lui était marié. Il a fêté son anniversaire chez moi avant de partir chez lui. Je l'ai raccompagné jusqu'à sa voiture. Il cherchait un truc dans sa voiture, le plafonnier était allumé. Je l'embrasse pour lui dire au revoir. Des gens ont commencé à crier « Des pd, des pd ». En 15 minutes, il y avait un regroupement d'une centaine de personnes à l'extérieur qui criait « si tu ne sors pas, on va te bruler dans cette maison ». Le propriétaire était mon voisin, il a appelé la police. J'ai décidé de ne pas balancer mon copain. J'ai été bastonné et enfermé au commissariat. Mon copain est allé voir l'enquêteur. En échange d'argent, ma fuite a été organisée dès le lendemain matin. Une personne m'a attendu en voiture, et je suis parti me cacher dans une maison abandonnée plusieurs mois. Je devais partir n'importe où, mais j'avais toujours l'aide de mon copain et de ses contacts. Je ne voulais pas abandonner ma petite sœur mais je devais sauver ma tête. Il m'a obligé de penser à moi et non à ma famille. Il m'a rappelé le traitement que l'on réserve en prison aux homosexuels.

Je suis arrivé en Belgique. Un homme m'a déposé dans un café de Bruxelles. Il est parti acheter des vêtements. Je suis resté au bar à l'attendre jusqu'à la fermeture. J'étais perdu, je ne savais même pas dans quel pays j'étais arrivé. Le barman m'a expliqué que je ne reverrais plus l'homme qui m'avait accompagné, c'était un passeur. Il m'a proposé de m'accompagner à l'endroit où l'on demande l'asile. J'ai accepté son aide. Après avoir dormi dans le café, fait mes soins d'hygiène comme je pouvais, il m'a déposé au Petit Château à 5h du matin. Il y avait déjà une file dehors. J'ai attendu toute la journée jusqu'à ce qu'on m'envoie dans un centre.

Dans le centre et même au Petit Château, je n'ai pas caché mon homosexualité. J'ai parlé pour la première fois avec l'assistante sociale. Je lui ai tout raconté. A partir de là, j'ai compris ce qu'était l'asile. Elle m'a orienté comme elle pouvait. J'ai rencontré l'avocat et il m'a accompagné vers l'obtention du statut de réfugié.

Selon Amnesty international concernant les violences fondées sur le genre , « L'OCHA a enregistré 676 cas de violences fondées sur le genre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en septembre (contre 567 cas en août). Il a toutefois indiqué que ces chiffres étaient probablement en deçà de la réalité car il avait un accès limité aux populations concernées. Sur l'ensemble des cas signalés, 39 % concernaient des violences sexuelles. Les victimes de violences liées au genre étaient en majorité des femmes (64 %). »

Code pénal de 1965/2016 - Article 347 bis [Relations sexuelles avec une personne de même sexe] :
« Est puni d'un emprisonnement de 6 (six) mois à 5 (cinq) ans et d'une amende de 20.000 (vingt mille) à 200.000 (deux cent mille) francs toute personne qui a des rapports sexuels avec une personne de son sexe. »[5]

D'après plusieurs lecture, les camerounais dit ''anti-gay'', harcèle, menace et chasse toutes les personnes qui défendent les droits des LGBTI.

[5]AENGUS CARROLL ET LUCAS RAMÓN MENDOS. (2017, juillet). HOMOPHOBIE D'ÉTAT. association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexe. Consulté le 16 novembre 2021. https://ilga.org/downloads/2017/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2017_French.pdf

La vie dans le centre

Elle n'a pas été facile, je n'ai pas été accepté par tout le monde. Mais à force d'insister, certaines personnes ont compris que je ne changerais pas. Je ne pouvais pas m'assoir à côté de certains parce que je suis homosexuel. J'ai décidé de m'imposer, je n'avais pas froid aux yeux. A force de m'insulter, à force de répondre, j'ai gagné le match.

La directrice du centre a compris que je ne me laissais pas faire. Je n'étais plus en Afrique, je n'avais plus besoin de cacher mon homosexualité. J'ai dû changer de centre parce que j'ai une santé fragile et le coronavirus a débarqué dans le centre. J'avais le choix de retourner dans le premier centre mais je préférais rester et terminer au second centre.

J'ai entendu qu'on disait des étrangers qu'ils venaient profiter du pays et des papiers. Pourtant, dans le premier centre, j'étais avec quelqu'un, qui m'a proposé un mariage pour que j'obtienne les papiers et j'ai refusé. Je voulais faire ma procédure d'asile. Ce sont mes frères autrefois qui ont créé les stigmates d'aujourd'hui. Tout le monde n'est pas comme ça.

Ce que disent les gens est comme une publicité. Ils n'ont pas de salaire. Ils pourraient au moins faire ça bien. J'ai affronté les critiques des autres, je ne me suis jamais bagarré. J'ai décidé de donner un nom à ma vie, la patience. Si je n'étais pas patient dans ma vie, je ne pourrais pas vivre. Comme je sais patienter, je sais garder ma tranquillité et observer les gens. Grâce à la patience, j'ai obtenu le statut de réfugié en Belgique, comme si je n'avais jamais souffert auparavant. Beaucoup de gens m'ont appelé pour me demander ce que j'avais fait pour réussir à avoir une positive en seulement un entretien. Je leur ai dit que si tu es homosexuel, tu dois être réel. Il faut être réel dans ses actes.

Pour terminer, je voudrais que les gens soient réels, c'est-à-dire que quelqu'un qui vient en Belgique, ou ailleurs en Europe, il faut être homosexuel de la réalité. Nous en avons marre des gens qui mentent sur leur orientation sexuelle, ce qui affirme les stigmates qui existent sur nous. Je connais l'histoire de plusieurs africains qui demandent l'asile avec l'excuse d'une fausse homosexualité. Ça m'a fait mal. J'encourage mes amis à faire attention à leur entourage. Assure-toi que la personne est réelle parce que les homophobes sont présents. J'ai reçu des appels qui m'ont interdit de partager ce que je voulais sur des groupes LGBT. Être réel, c'est la clef de la vérité. Il ne faut pas enseigner le mensonge, la vie d'un homosexuel aux personnes qui vont mentir sur leur procédure d'asile. Des menteurs obtiennent l'asile alors que mes frères homosexuels réels, parce qu'ils ne savent pas parler, sont refusés. Laissez la place aux vrais homosexuels, ne prenez pas ce qui ne vous appartient pas.

D·K·R

Cameroun

Je n'ai jamais eu l'intention de venir en Belgique, ni de quitter mon pays car je me battais pour m'en sortir. J'avais mon magasin de chaussures pour femme donc je ne voulais pas le quitter. J'avais ma vie intime aussi mais dans mon pays les gens disent que c'est de la sorcellerie, que c'est la maladie des blancs, des sectes…

Le 2 juin 2020, j'étais dans un restaurant avec Jeremy, mon copain. Il y a eu un malentendu, on s'est disputé et Jeremy m'a ramené chez moi. Le lendemain, il a essayé de m'appeler toute la journée mais je ne voulais pas répondre. Le soir même, mon copain est venu, on s'est crié dessus, je voulais une pause mais Jeremy ne voulait pas. Finalement, on s'est mis d'accord et on s'est embrassé.

Mon voisin, le fils de mon propriétaire, a entendu les cris et donc il est monté, j'avais oublié de fermer la porte, Jeremy et moi étions au salon. Mon voisin est rentré et nous a surpris. Lorsqu'il nous a vus, il a crié « sorcellerie », il m'a frappé et les autres voisins sont arrivés et m'ont vu en serviette. Jeremy avait eu le temps de s'habiller avant qu'ils n'arrivent.

Les voisins nous ont tirés dehors et emmenés sur la place publique. En sortant du bâtiment, Jeremy a pu s'enfuir car il était porté par des personnes plus âgées et plus faibles. Il a escaladé le mur et a trouvé une moto pour s'enfuir.

Ils m'ont emmené sur la place publique où il y a des grands fours. Ils m'ont frappé pendant plus d'une heure avec des bouts de bois en feu. Ils voulaient savoir où habite Jeremy. Dans mon pays, un homosexuel est frappé voir tué par la population. Si vous avez un peu de chance, quelqu'un va appeler la police et vous serez emmené en prison.

Lorsque j'ai été battu, il y avait beaucoup de monde sur la place car tout le monde se poussait pour voir. Après plus d'une heure de torture, mon bailleur a appelé la police. La police m'a emmené au commissariat où je suis resté 3 jours.

Jeremy a des relations et a su me faire évader grâce à l'aide d'un policier. Le troisième jour au commissariat, un policier m'a donné un numéro de téléphone, le numéro de Jeremy. J'étais toujours nu, un détenu m'a donné un vieux short et un t-shirt déchiré.

Le policier, le contact de Jérémy, m'a dit de demander pour aller aux toilettes. Il m'y a donc emmené. De là, il m'a fait sortir du commissariat. Je devais escalader un mur pour arriver sur le grand marché. Avant d'escalader, le policier m'a dit que je devais quitter le pays car si j'étais retrouvé, ma peine serait doublée. J'ai escaladé le mur puis le policier a tiré en l'air. J'ai pu me faufiler dans la ville et me cacher

pour passer la nuit. À 6h du matin, les gens commençaient à sortir pour aller travailler. J'ai demandé à plusieurs personnes leur téléphone mais ils refusaient car ils avaient peur que je parte avec. J'ai réussi à trouver un monsieur qui a composé le numéro de téléphone et m'a tendu le GSM en le tenant pour que je ne le vole pas. J'ai pu donner ma position à Jeremy qui est venu me chercher en voiture.

Je suis resté caché chez Jeremy pendant deux jours, Jeremy a organisé ma fuite vers l'Europe. Il a appelé un gars qui faisait de la moto, il est venu me cherche le 10 juin à 4h30 du matin. Il m'a emmené jusqu'à Buéa car la frontière était trop loin pour lui. À Buéa, j'ai trouvé un autre homme à moto qui m'a fait passer la frontière dans une malle cachée sous une bâche car à la frontière, il faut montrer les papiers et je n'avais plus rien avec moi. Une fois la frontière passée, le motard m'a laissé et une autre personne, envoyée par Jérémy, m'a conduit jusqu'en Libye, j'y suis arrivé le 20 juin. J'ai téléphoné à Jérémy qui m'a dit que le premier motard était mort dans un accident de la route sur le chemin du retour. Depuis ce coup de téléphone, je n'ai plus eu de nouvelle car il a dû changer de numéro pour qu'on ne me retrouve pas. C'est Jérémy qui a financé mon voyage et qui a vendu ma boutique. Jeremy m'a envoyé 1.000 € de la vente de la boutique lorsque j'étais en Libye.

Si j'avais eu le choix, je serai retourné au Cameroun car la Libye c'est l'enfer, c'est la guerre ! Les noirs sont très mal vus et nous sommes moins bien traités que les animaux. Dès qu'un arabe te voit, il va te vendre comme esclave, ils vont te torturer et ils font payer pour te libérer, l'argent passe souvent par la Somalie et le Niger. J'y ai vu des femmes à qui ils ont demandé 5.000 dollars pour être libérées. En Libye, tu vois la mort devant tes yeux. Je ne pouvais pas rester là car les arabes tuent les noirs. J'ai donc voulu partir pour sauver ma peau.

Lors de la fête du mouton, j'ai pu m'échapper en voiture pour aller vers l'Italie mais le lendemain, à 8 heures, les libyens nous ont arrêté, ils ont tiré sur tout le monde, en criant en arabe « les noirs n'ont pas le droit d'exister ». J'ai pleuré, je voulais rentrer chez moi, mais je n'avais pas le choix. Les policiers nous ont amenés au port, chez l'homme qui a la plus grande prison de Libye. Les Libyens sont tous militaires, ils ont tous des armes, même les enfants. Les libyens tirent tout le temps, sur les gens, en l'air…

J'ai passé trois semaines en prison, j'ai pu m'échapper grâce au travail : en Libye, si un chef de chantier a besoin de main-d'œuvre gratuite, il va la chercher en prison. Il passe chercher les détenus le matin et vient les ramener le soir. Les détenus veulent partir travailler car sur le chantier, ils nous donnent à manger alors qu'en prison, on ne nous donne qu'un petit morceau de pain le matin. Je suis parti sur le chantier avec mon frère. En prison, si vous trouvez quelqu'un qui vous ressemble et avec qui vous vous entendez bien, vous devenez comme des frères. Nous avons été négligés par le patron, il ne nous surveillait pas, donc nous nous sommes échappés. Quelqu'un est venu me chercher grâce à un numéro de téléphone. J'ai pu fuir grâce à cela. Cet arabe, en échange d'argent, nous a amenés à un « bateau » pour fuir la Libye. Le « bateau » était fait avec un pneu et un bout de contreplaqué. Mais ce jour-là, il y avait des vagues très fortes mais l'arabe ne voulait pas qu'on reste. Le bois a craqué et donc après une heure de « voyage », l'eau est rentrée dans le radeau. Donc, on est retournés en Libye. Ils ont dû appeler un autre arabe qui les a pris sur un autre bateau mais une vague a frappé le bateau. L'eau a rejeté certaines personnes (40) sur la terre, ils sont morts. J'ai récupéré une chemise et un pantalon de mon ami qui est décédé en mer.

Au bout de trois jours, il n'y avait presque plus de carburant, la mer était agitée, le monsieur qui regardait les radars a dit qu'on était encore à 65 km de Lampedusa. On a vu la lumière au loin, le conducteur a essayé de suivre la lumière car lumière égale terre. Quand les vagues étaient trop fortes, le conducteur devait couper le moteur car c'était trop dangereux et il n'y avait pas de gilet de sauvetage. La lumière était en fait un grand navire en quarantaine. Le navire a refusé que les gens montent. Mais de l'autre côté, on a vu une petite maison, le conducteur a donc cherché une terre pour accoster. On a trouvé une plage vers 5h30.

Les ONG ont été appelées plus de trente fois lors du voyage mais elles ne venaient jamais. Quand nous avons accosté, on ne savait pas qu'on était en Italie, tout le monde est sorti du bateau, on est allé jusqu'à la maison. Des gens sont arrivés, des civils et des policiers. Ils sont descendus et ont parlé en arabe. Quand ils ont parlé en arabe, on a tous cru qu'on était toujours chez les arabes et qu'on allait tous retourner en prison. Des filles ivoiriennes ont commencé à courir pour échapper à la prison. Elles voulaient retourner dans l'eau, là, les policiers ont crié « attendez, vous êtes en Italie ».

On a passé 3 jours sur l'eau, sans nourriture et sans sommeil parce que si tu dors, tu tombes dans l'eau et comme il n'y a pas de secours, tu meurs.

Les policier nous ont tous amenés dans un bâtiment et ont séparé le groupe en plusieurs parties pour des tests covid, ils nous ont emmenés dans un camp à Lampedusa. À Lampedusa, nous sommes restés en quarantaine pendant 3-4 jours.

A la fin de la quarantaine, le 19 novembre 2020, ils ont départagé notre groupe, dans mon document la croix rouge avait noté Bologne, mais ils m'ont envoyé à Fiuggiavec des sortes de papier d'identité mais nous, on ne connaissait rien, on n'avait pas compris que c'était différent. Ils nous ont amenés dans une grande salle pour vérifier nos papiers. Ils nous ont donné du lait chaud et ont repris tous les documents du bateau. Il n'y avait pas de porte aux chambres, il y avait des problèmes d'eau, pas d'eau chaude pour se laver, il y avait de l'eau chaude en bas mais c'était pour les arabes et les afghans. Comme nous venions de la Libye, on était tous malades (corps qui gratte), ils nous disaient qu'on devait payer les médicaments, le médecin venait 1 fois par semaine mais on devait acheter les médicaments nous-mêmes, je n'avais plus assez d'argent pour les acheter.

Fatigue extrême et problème de langue, les personnes ne nous acceptaient pas car la traductrice était arabe, et elle ne faisait rien pour les noirs, elle ne traduisait pas correctement, elle nous a dit qu'on allait mourir, elle nous a dit de faire une grève, mais on n'allait pas faire une grève alors qu'on venait d'arriver. On se plaignait du centre et la dame nous disait de crever, elle ne nous aidait pas. On ne pouvait pas partir parce qu'on n'avait pas de copie de nos documents. Il y avait une seule assistante sociale pour tout le centre donc elle ne pouvait pas faire grand-chose. Ils ne voulaient pas nous montrer les documents car ils nous avaient détournés de notre centre assigné au départ.

Une connaissance qui était partie du centre m'explique comment faire, je suis parti parce que j'en avais marre et j'avais mal à mes blessures non soignées. Je suis parti et je suis arrivé en France, à la porte de la chapelle à Paris, le 6 janvier. Il faisait très froid, j'avais déjà passé plusieurs nuits dehors, un gars vient vers moi pour demander une cigarette, je lui explique mes problèmes de santé, il me dit qu'en France pour avoir un logement et des soins de santé, il faudra attendre au minimum trois mois. Il m'a conseillé la Belgique car ils me prendront en charge plus rapidement. Il m'a expliqué comment y arriver. J'ai pris un taxi, 40 euros pour aller à Bruxelles en voiture. Je suis arrivé en Belgique le 7 janvier. J'ai passé la nuit à la gare du Nord. Le chauffeur m'a montré à qui demander des informations pour ma demande d'asile.

Le matin vers 5h, j'ai commencé à chercher mon chemin, je suis arrivé à Fédasil à 6h du matin. Ils m'ont tout de suite demandé si j'avais des problèmes de santé et j'en suis très reconnaissant car ils ont soigné mes problèmes de peau tout de suite.

Il y a toujours des gens qui sont contre l'homosexualité, que ça soit des noirs ou des blancs. Le souci, c'est que c'est difficile de mélanger les gens de la communauté LGBT avec des personnes qui ne le sont pas dans des centres parce qu'ils ne se comprennent pas. J'ai des problèmes quand je veux discuter avec des hommes parce que quand je suis en appel, je suis obligé de mettre des écouteurs pour entendre ce que l'on me dit mais moi, je ne parle pas pour ne pas qu'on m'écoute. Si j'étais dans un centre pour personnes LGBT, je pourrais ne pas avoir peur et honte. Actuellement, j'ai peur qu'on

découvre que je suis gay et qu'un autre résident le découvre en fouillant dans mes affaires ou en prenant mon téléphone lorsque je ne suis pas là parce que ça s'est déjà produit.
J'ai l'impression que certaines personnes le savent quand même depuis que l'un des résidents est tombé sur des photos dans mon téléphone. Une personne a dit « je sais qu'il y a des PD dans ce centre » en me regardant. Il y a des soupçons. Même quand je viens à la Maison Arc-en-ciel, je croise des personnes du centre et je suis obligé de faire des détours pour ne pas que l'on comprenne que je viens à l'association.

Quand je suis arrivé en Belgique depuis Bruxelles, je pensais qu'il y avait des centres pour les personnes LGBT et l'assistante sociale de Fédasil m'a expliqué que ça n'existait pas. Je veux juste pouvoir être tranquille et que les gens ne me détestent pas pour qui je suis.

Je suis dans mon coin, je n'ai pas d'amis, ni d'ennemis pour le moment. Je ne cherche pas les problèmes et je ne juge la vie de personne. Parfois, je sors et je vais me balader pour voir des amis que j'ai rencontré depuis que je suis en Belgique. Quand je suis dans des endroits qui sont LGBT friendly, je peux me sentir à l'aise et être moi-même. Si des centres venaient à voir le jour ici en Belgique, je me sentirais en sécurité et je pourrais être tranquille. Ça serait bien d'enfin pouvoir vivre dans un endroit qui ne me force pas à cacher qui je suis.

Cameroun

Je suis arrivée en Belgique en 2019. Au début, je suis allée au Petit Château pour la procédure « d'arrival ». J'étais avec des rwandaises, des nigérianes, des camerounaises et ça se passait bien. A ce moment, je ne voyais pas encore le très long tunnel sombre que j'allais bientôt traverser. J'ai parlé à mon assistant social des raisons pour lesquelles j'ai quitté mon pays et il m'a dit qu'il m'enverrait dans un centre avec des personnes LGBT pour que je m'y sente bien.

Je suis donc allée au centre Fédasil de Spa. J'étais dans un bungalow avec d'autres personnes. Nous étions 5, au début la vie se passait normalement. On se faisait à manger entre nous, on faisait notre vie.

Mais j'ai eu le béguin pour une femme dans le centre. J'ai cru qu'elle était comme moi, parce qu'elle vivait avec d'autres femmes et j'ai cru comprendre qu'elle était homosexuelle. Je me suis trompée, et c'est là que les ennuis ont commencé. Je l'ai draguée, elle m'a dit non et je n'ai pas insisté. Mais une de ses copines l'a très mal pris et était homophobe. Elle a fait pleuvoir sur moi des insultes en permanence, des insultes homophobes, des insultes racistes… Ça a commencé à me rendre la vie très dure. J'ai même été convoquée par la directrice, car on lui avait dit que j'étais une harceleuse et que je continuais de draguer alors que j'avais arrêté. Se tromper ça arrive, qu'on te dise « non », ça arrive, mais j'avais compris, j'avais arrêté. La directrice ne m'a pas écoutée. C'est allé dans tous les sens, elle ne me soutenait pas, elle était homophobe et défendait celles qui me harcelaient. On m'a même interdit de faire des travaux communautaires. Mon ami Arthur m'a défendu, il s'interposait. Sans lui, j'aurais eu plus de mal.

La veille de mon interview à l'Office des Étrangers, la fille qui me détestait m'a insultée jusque trois heures du matin alors que je me levais tôt. J'ai passé l'entretien dans de très mauvaises conditions, j'étais tellement pâle que la femme avec qui j'ai fait l'entretien m'a demandé ce qui n'allait pas. J'ai expliqué, et elle m'a dit de porter plainte car l'homophobie est illégale en Belgique. Après cela, on m'a changée de chambre mais le harcèlement a continué. C'est à ce moment que j'ai pris contact avec Ensemble Autrement. Je pense que j'ai tenu le choc grâce à l'équipe Arc en Ciel et Margaux qui m'a mise en contact avec une psy.

Dans ma nouvelle chambre, il y avait des abus. Il était interdit dans le centre de fumer ou d'allumer de l'encens pour des raisons de sécurité, mais une des femmes allumait tout le temps de l'encens, même quand j'étais là. Ça me dérangeait, je lui ai fait remarquer qu'elle devait au moins me demander si ça ne me dérange pas ou faire ça quand je ne suis pas là. Elle n'a pas pris en compte mes demandes. A la place, elle s'est mise à m'insulter tous les jours. Elle savait que je suis homosexuelle alors elle savait où taper pour que ça fasse mal. Elle m'a poussée loin, je n'avais que mes larmes. J'ai pensé au suicide. Une fois de plus la directrice ne m'a pas soutenue, même quand je n'avais rien fait, même quand j'avais raison, on me disait de présenter mes excuses et de demander pardon. Toujours demander pardon. Toujours.

Heureusement que la Maison Arc en Ciel était là, quand je parlais à Margaux c'était la seule qui m'écoutait.

En suivant les conseils de mon frère, je me suis repliée sur moi-même. Je me suis faite la plus discrète possible pour qu'on m'oublie. Je me faisais force pour ne plus parler aux gens, j'agissais comme un chat, caché de peur qu'on me fasse du mal. J'ai arrêté de manger avec les gens, je ne mangeais que pendant les heures où je pouvais être seule. Quand le corona est arrivé, des gens qui n'étaient pas de notre chambre rentraient sans masque dans la chambre, et c'était interdit par les mesures de sécurité. Je me suis plaint aux travailleurs du centre mais on m'a dit que j'exagérais. Un des travailleurs était homophobe et ne m'écoutait pas. Il a fini par être viré de Fédasil parce qu'il a entretenu une relation amoureuse avec une femme du centre. Une guinéenne est arrivée dans le centre, elle n'aimait pas les homosexuel.le.s et parlait beaucoup. Des gens ont parlé, et elle a appris très vite que j'étais homosexuelle.

Et un jour, le centre de Spa a fermé. Une fête a été organisée pour que nous quittions les travailleurs dans de bonnes conditions, même si la rancœur est restée. Nous nous sommes faits des cadeaux, on s'est dit au revoir. Après nous avons dû changer de centre et je me suis retrouvée à Herbeumont avec la même bande de harceleuses. Les mêmes personnes. Le harcèlement a continué. J'ai pensé que c'était un nouveau départ, je me suis fait la plus discrète possible pour qu'on me laisse tranquille. Mais la guinéenne s'est mise à parler beaucoup et en une semaine à peine, tout le centre savait pour moi. Cette femme s'est fait un groupe d'amies qui s'amusait à m'insulter et se moquer de moi à chaque fois qu'elles me voyaient. Elles se moquaient de mes vêtements, de mon homosexualité, elles se moquaient de moi pour tout, et parfois même pour rien. Il y avait 5 personnes de nouveau dans ma chambre et ça s'est encore mal passé. J'ai beaucoup appelé ma psy, je l'appelais tout le temps en visioconférence. Une fois de plus, je ne pouvais compter que sur Arthur pour me soutenir car le directeur ne m'écoutait pas. Arthur me donnait des conseils pour aller mieux, il me soutenait, il m'écoutait.

Une fois j'ai craqué, je me suis disputée, j'ai dit à ma harceleuse qu'elle ne connaissait pas ma vie et que j'en avais marre, qu'elle n'était pas légitime pour parler de moi et de ma souffrance puisqu'elle ne me connait pas. On a fini par me changer d'endroit et je me suis retrouvée dans un bungalow avec des mères qui avaient des enfants. Au début ça m'a changé, c'était plus tranquille. Mais certaines ne voulaient pas porter de masque, comme certaines ne voulaient pas respecter la règle, le directeur a demandé à une personne de changer de centre. On m'a dit que c'était de ma faute et l'ambiance dans la chambre a changé, c'est devenu tendu.

Moi, j'aime regarder des films, c'est mon truc. Je regarde beaucoup de films de genre avec des personnes qui ont des relations avec des personnes du même sexe. Elles n'aimaient pas du tout, elles n'acceptaient pas ça. Et à chaque fois que je regardais mes films, tranquille dans mon lit, on me disait « dieu te pardonne » parce que c'est contre la religion musulmane, elles voulaient m'en empêcher. La situation a empiré, c'est devenu de pire en pire, je pleurais les larmes de ma vie. J'ai failli en venir aux mains, j'étais en colère. J'ai demandé à mon assistante sociale qui m'a dit qu'elle était responsable de ma sécurité. J'ai demandé à changer de centre, j'ai pu changer deux semaines après.

En décembre 2020, je suis arrivée au centre de Couvin, et jusque-là tout va bien. Mon assistante sociale et ma directrice m'écoutent cette fois.

J'ai l'impression que les directeurs Fédasil ne sont pas formés, ils ne savent pas les problèmes des personnes LGBT. Les lois punissent l'homophobie mais les lois ne servent à rien si elles ne sont pas appliquées, s'il n'y a pas de sanction. L'homophobie doit être punie et dans les centres, il n'y a que l'impunité. Si ça continue, il y aura des suicides. Je ne suis pas toute seule à y avoir pensé. Il faut donner aux personnes LGBT un environnement paisible et convivial. À quoi ça sert d'être en Belgique dans un centre si le centre n'assure pas la sécurité et favorise les homophobes ?

Je suis homosexuelle et ça, je ne l'ai pas choisi. C'est naturel, je n'y peux rien. J'aimerais qu'on respecte enfin ça. En centre, il faut faire une place pour les gens qui n'ont pas choisi. Créer un centre spécial pour les personnes LGBT ne réglerait pas tous les problèmes mais permettrait plus de sécurité, de ne plus avoir à se cacher, de ne plus avoir peur des représailles pour ce qu'on est. La vie actuelle est impossible, il faut que ça change.

Nadiah
2016

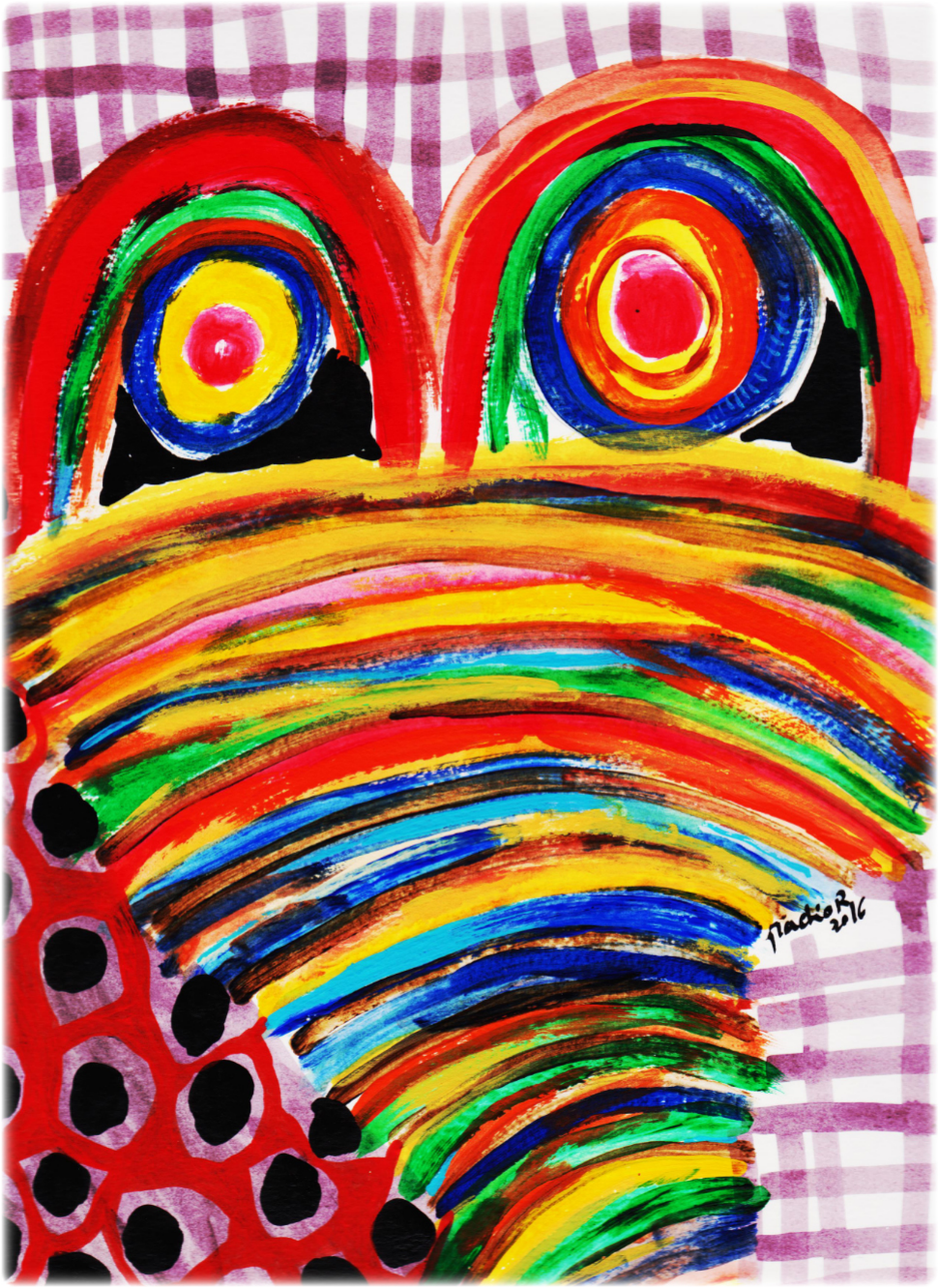
Mauritanie

Je m'appelle Izy et je viens de Mauritanie. A l'âge de 15 ans, j'ai été violée pendant 2 ans par un professeur qui me donnait des cours à la maison. J'ai raconté mon histoire à ma cousine, c'est comme une meilleure amie pour moi, j'ai grandi avec elle. Nous avons eu des rapports sexuels ensemble. Personne ne savait que nous avions des rapports parce que nous savions qu'avoir des rapports homosexuels étaient interdits. Pendant 6 ans, nous avons eu ces rapports jusqu'à son décès dans un accident de voiture en 2013.

Après sa disparition, j'ai commencé à travailler dans un centre de sport. Je me suis liée d'amitié avec une fille footballeuse et je lui ai raconté tout.

Je suis sortie avec elle jusqu'à ce qu'on soit surprises alors que nous nous embrassions dans un des bureaux. Le chef a appelé les personnes présentes dans les bureaux ainsi que la police. Nous avons été gardées enfermées durant 7 jours. Nous devions être envoyées en prison. Nous avons choisi de fuir avant d'y entrer. Ma tante m'a aidé à fuir en Espagne jusqu'au jour où mon père m'a retrouvée. Si je n'étais pas en prison, il voulait me tuer. J'ai fui vers la Belgique.

Depuis que je suis arrivée en Belgique, je me sens bien, je me sens protégée et je suis libre de faire ce que je veux.


Pactio R
2016

Congo

Je m'appelle Cédric. Pour le moment, je suis mal à l'aise à cause de la vie en centre et un peu à cause de la procédure. J'ai le besoin de vivre ma vie. La vie en centre ne me correspond pas, je n'ai pas d'intimité, et je ne veux pas de problème avec les autres communautés.

Je n'aime pas la vie en centre. Si un jour Dieu me donne la possibilité de quitter le centre, je le ferai. Je suis timide là-bas, les autres regardent ma façon de marcher, de m'habiller, de parler. Je reste seul la majorité du temps, je prends mon repas et je retourne directement dans ma chambre. Je sors uniquement pour fumer ou pour partir travailler quand j'en ai la possibilité. Je ne cause pas trop avec les gens, parce que quand tu causes beaucoup, les gens en savent trop.

J'avais un ami qui aujourd'hui n'est plus en centre. Il me disait « tu es sociable, tu n'as pas d'âge ». C'est vrai, comme je ne parle pas, je ne dérange pas en soi. J'aime quand même rire de tout et de rien.

Je n'ai jamais été insulté jusqu'à maintenant, mais on m'a déjà dit que j'avais une démarche de femme, je parle comme une femme. J'ai répondu à la personne de ne pas me regarder et de se limiter à dire bonjour et au revoir. Je préfère rester seul pour éviter les problèmes.

J'ai quitté le Congo pour l'Angola en 2014, j'avais 32 ans, jusqu'en 2019.
Je suis ensuite passé en Grèce avant de rejoindre la Belgique.

Au Congo, j'ai rencontré Cédric junior, je l'ai aimé de tout mon cœur, aujourd'hui, il n'est plus de ce monde. Durant mon parcours, il a été ma force de fuir. Ma famille ne savait rien de mon homosexualité. Je sortais avec quelqu'un et personne ne le savait. La famille de cette personne ne savait pas non plus que celui-ci était homosexuel. Au Congo, l'homosexualité de Cédric était vue comme une malédiction, un envoutement. Mon petit copain est décédé en 2016. Je n'étais plus au Congo, lui était resté là-bas. Aujourd'hui, bien que je fasse ma vie, l'amour que mon petit copain m'a donné était le plus fort. Aujourd'hui, j'ai 39 ans. Cédric est toujours dans mon cœur.

Ici en Belgique, je n'ai pas d'amis, je n'aime personne réellement. J'ai des connaissances.

Par rapport à mon avenir, je suis à l'aise en Belgique. Quand je marche dans la rue, personne ne me regarde, personne ne m'insulte. Je pourrais continuer ma vie ici, je pourrais continuer à venir dans les associations LGBT. Je me sens comme un petit bébé, je ne connais rien et je ne fais rien. Je sais qu'un jour, je grandirai. Je n'ai pas le temps de pleurer. Un jour, je sais que je rencontrerais cette personne qui succèdera à Cédric, ce jour-là, je marcherai tout seul. J'ai besoin d'un compagnon,

de quelqu'un près de moi pour m'accompagner, rigoler, me câliner. Je souffre d'être seul au quotidien. J'ai besoin de quelqu'un qui me guide, qui me conseille, je veux que quelqu'un me dise « cette chemise n'est pas belle, mets une autre ». C'est pour ça que je dis que je suis un bébé.

Article 409. Homosexualité [Rapport avec une personne du même sexe]
« Quiconque a une relation charnelle avec une personne de même sexe sera puni, lorsque l'acte ne constitue pas un crime plus grave, d'un emprisonnement de trois mois à trois ans. Lorsque l'acte commis constitue un acte de luxure différent du rapport charnel, la peine imposée sera réduite d'un tiers. »

Somalie

Je ressens une attirance pour le même genre depuis l'âge de 12 ans. En Somalie, mon pays d'origine, j'ai été battu et abusé par des membres de ma famille, certains de leurs amis ainsi que par des habitants de ma région.

J'ai fui la Somalie en me rendant en Iran, ensuite en Turquie et pour finir en Grèce, où j'ai introduit une première demande d'asile. J'ai fini par fuir la Grèce pour me rendre en Belgique. Par rapport à mon parcours d'exil, si je devais recommencer, je le ferais. C'était et ça serait pour me sauver la vie.

La vie en Belgique me donne une impression de sécurité. Mais la procédure d'asile ne garantit pas une réponse positive. J'espère l'obtenir.

Dans le centre, je ne me sens pas à l'aise. Je n'ai presque pas de contact en centre et je n'aborde jamais mon orientation sexuelle avec les autres résidents parce que cela engendrerait des réactions homophobes, rien qu'avec ma propre communauté somalienne. Je préfèrerais vivre avec d'autres personnes LGBTQI afin d'avoir une situation similaire. Ce pourquoi l'idée d'un centre spécifique LGBTQI pourrait être une solution sécurisante.

Je rêve à l'avenir de pouvoir rester sur le territoire belge, de trouver un emploi et de rencontrer un homme avec qui partager le reste de ma vie.

Madison 2016

Somalie

Je m'appelle Sulayka et voici une partie de mon histoire. Je vivais dans mon pays d'origine qui est la Somalie. Je vivais avec ma famille et j'avais un petit ami, ma vie était très difficile. J'ai étudié seulement une année quand j'étais à l'école parce que mes parents n'avaient pas beaucoup les moyens.

Après ça, je suis parti au Kenya, j'avais 14 ans, parce que je ne voulais pas que ma famille découvre que j'étais gay. Ils sont musulmans, comme moi et ce n'était pas dans leurs projets. Ils voulaient que je me marie avec une fille.Je suis resté au Kenya un an et demi, j'y ai rencontré beaucoup de personnes gays ainsi qu'une association qui aide la communauté LGBTQIA+.

Malheureusement, je n'avais pas de papiers et la police m'a dit de quitter le pays car je n'avais pas le droit d'y rester. J'ai donc quitté le Kenya pour l'Ouganda où je ne connaissais personne. J'y suis resté pendant un an où j'ai rencontré une personne homosexuelle comme moi. Il y a beaucoup de problèmes car ce pays n'accepte pas la communauté LGBTQIA+ et vous risquez de vous faire tuer par la police si elle découvre que vous êtes gay.

L'homme que j'ai rencontré en Ouganda était plus vieux que moi et me faisait des avances. Il me menaçait de me dénoncer si je n'acceptais pas ses avances. Des fois, j'acceptais et des fois je refusais. Un jour, j'ai refusé et il a appelé la police en disant qu'il connaissait une personne gay somalienne.La police est venue et m'a arrêté. Je suis resté 3 mois en prison. Je dormais par terre et je ne mangeais que le matin et le soir en très petite quantité.

Après 3 mois je suis sorti de prison et j'ai rencontré un autre homme gay qui m'a aidé. Il avait un bon travail et il m'a dit que si j'acceptais ses avances, il payerait pour le « conducteur » qui me conduirait en Lybie. Il m'a donné un peu d'argent après.

Je suis alors parti pour la Lybie où je suis resté 3 mois. Malheureusement, cela ne se passait pas bien pour moi car je n'avais pas beaucoup d'argent. Des libyens m'ont dit que j'étais grand et mignon et que si je faisais ce qu'ils me demandaient, ils m'aideraient.Ils m'ont menti, m'ont emmené dans un endroit, enfermé dans une chambre. Ils menaçaient souvent de me tuer et me faisaient subir d'autres choses. J'ai été violé quand ils m'ont amené là, par 6 personnes et cela a duré toutes les nuits durant 3 mois. C'est comme ça que j'ai découvert la sexualité, en répondant aux avances d'autres hommes.

Un jour, une des personnes a oublié ses clefs sur la porte. Je ne pouvais plus supporter cela, ils ne me nourrissaient qu'avec du riz et de l'eau. J'avais attrapé des allergies sur tout le corps. J'ai ouvert la

porte et j'ai couru jusqu'à un groupe de personnes que j'ai aperçu dans la ville. Par chance, l'un d'eux était somalien et m'a dit qu'ils allaient partir pour l'Italie. C'était ma chance d'y aller et je l'ai suivi.

Le voyage pour arriver en Europe était très dur. J'ai voyagé par la mer dans une embarcation très petite avec beaucoup de gens à bord. Il y avait deux embarcations avec 1200 personnes, 600 dans chacune d'elles. Les embarcations étaient trop petites et pour survivre, j'ai beaucoup nagé à côté du bateau. Certaines personnes étaient mortes et j'ai pris un gilet de sauvetage sur un mort pour pouvoir continuer à nager et me reposer.

Après deux heures, le moteur du bateau a cassé, une heure après les personnes mourraient et je pensais mourir aussi. Par chance, un bateau italien est arrivé et j'ai été emmené jusqu'en Sicile. Je devais être envoyé dans un centre mais quand je suis arrivé, le bureau était fermé donc on m'a dit de dormir où je me trouvais et d'attendre qu'on vienne prendre mes empreintes. Je ne voulais pas être en Italie donc je me suis enfuis. J'ai vécu dehors 3 jours, on m'a conseillé de mendier. Quand j'ai eu 10 euros, j'ai pris le bus pour aller dans une autre ville, à Cartania.

Là-bas, j'y ai rencontré beaucoup de personnes somaliennes qui m'ont dit d'aller en Allemagne. Ils m'ont donné un ticket pour prendre le flixbus.Arrivé en Allemagne, je suis allé dans un centre, ils m'ont pris les empreintes, je leur ai expliqué que j'étais homosexuel, j'ai expliqué mes problèmes et ils m'ont dit d'attendre l'interview.

Somalie

Je m'appelle Suheeb, je viens de Somalie et je suis homosexuel. J'ai quitté ma famille en Somalie pour des problèmes au pays liés à mon homosexualité. Cela n'est pas toléré dans mon pays et j'ai été confronté à de multiples violences suite à mon orientation sexuelle.

J'avais un petit ami en Somalie que je fréquentais régulièrement en cachette. Mais un ami de mon frère nous a démasqué et lui a expliqué que j'avais des relations intimes avec un garçon. Ils nous ont ensuite agressé tous les deux, mon petit ami est décédé des coups de couteaux et moi, j'ai reçu des coups de bâtons, notamment sur la tête. Je suis alors tombé.

Quand je me suis réveillé, j'étais à l'hôpital avec ma maman. A notre retour, mon frère et ma mère ont eu des discussions animées. Dans ma famille, et général en Somalie, il y a toujours un membre de la famille qui est plus respecté et qui décide pour l'ensemble du groupe. C'était le cas de mon frère. Mon frère ne me tolérait absolument pas, il voulait que je meure suite à mon homosexualité. Ma mère a essayé d'adoucir ses propos car elle m'aime et voulait me protéger. Quand ma maman m'a demandé si j'étais homosexuel, à plusieurs reprises, je lui ai menti pour la protéger. Je lui assurais que non. Elle était fragile médicalement et je ne voulais pas lui faire de mal. Dans notre entourage, tout le monde m'accusait de cette homosexualité, je n'étais plus en sécurité. La famille de mon petit ami me menaçait également de mort, non pas parce que mon frère l'avait tué mais parce que, moi aussi, je méritais de mourir parce que j'étais homosexuel. Cet évènement a eu lieu fin 2016, j'avais 16 ans.

Ma maman a alors appelé ma tante, qui vit à la capitale, pour lui demander de l'aide. Elle accepté de m'accueillir chez elle afin que je quitte ma région. Quand je suis arrivé à la capitale en 2017, ma vie là-bas n'était pas facile, j'avais également des agressions en rue, des menaces liées à mon homosexualité. Je devais faire vraiment attention à mon attitude, ma démarche, ma manière de parler qui est plus féminine que les hommes en Somalie. Je gardais contact avec ma maman, elle avait peur que mon frère me retrouve. Elle a demandé à ma tante de m'aider à quitter le pays, ce qu'elle a accepté.

Je suis donc parti en septembre 2017 pour la Turquie. Malheureusement, ma tante est décédée un mois après mon départ. J'ai pris l'avion pour l'Iran, avec une escale dans un autre pays d'Afrique, peut-être le Kenya. Là-bas, après trois - quatre jours, j'ai pris la route pour rejoindre la Turquie à pied. Nous étions un groupe 5-6 personnes. J'avais peur de la police, nous avons marché sans arrêt durant cinq jours. C'était très dur. Il faisait froid. Je suis arrivé le 1er octobre en Turquie. Je pensais que tous les problèmes allaient s'arrêter. Je remercie infiniment ma tante de m'avoir aidé. Sur place, j'ai téléphoné à son amie qui devait prendre soin de moi. Elle est effectivement venue me chercher à l'endroit prévu et j'ai pu habiter avec elle quelques temps. Mais je n'étais pas vraiment accueilli ;

je dormais dans la cuisine, devais faire pleins de tâches ménagères, m'occuper des poubelles, m'occuper des enfants, etc. En échange, je ne recevais pas de nourriture, il est même arrivé qu'elle me batte. Si je m'opposais, elle me menaçait de me livrer à la police pour retourner en Somalie, ce que je refusais par-dessus tout.

Lorsqu'au téléphone, elle a appris que ma tante est décédée, elle m'a mis dehors. Je ne connaissais rien, juste la place où il y avait des poubelles. Je suis resté dehors, je pleurais beaucoup. Un homme somalien, qui a étudié en Turquie, est venu près de moi. Je pensais que j'allais mourir. Je croisais que des personnes qui avaient bu, j'avais peur de la police. Il m'a accueilli chez lui, dans une colocation avec d'autres personnes somaliennes, il m'a donné du thé, un manteau, de la nourriture, cela faisait 24h que je n'avais plus rien mangé. Ils m'ont demandé de me calmer car je pleurais beaucoup. Ils souhaitaient savoir les raisons de ma venue en Turquie, mais je n'osais pas expliquer ma situation, ni mon homosexualité. J'ai expliqué que je venais d'Iran et que je voulais fuir la Somalie. Je suis resté 5 ou 6 jours sur place. Ils m'ont donné deux options ; rejoindre un groupe de personnes qui retournaient en Somalie ou rejoindre la Grèce avec un autre groupe.

J'ai accepté la seconde option mais je n'avais pas d'argent. Ils ont accepté de se cotiser pour moi, pour m'aider. Après, ils ont discuté avec un passeur. Le 11 novembre 2017, je suis arrivé sur l'île de Chios par bateau. Je me disais que j'étais en Europe et que les problèmes allaient enfin s'arrêter.

Je suis arrivé dans un camp de réfugiés immense, avec des tentes, des déchets, des milliers de personnes qui vivent dans la rue car il n'a pas de places pour tout le monde sous les tentes. Il n'y avait pas de sécurité là-bas, ni de bonnes conditions d'accueil. Pour la nourriture, ils nous donnaient 1L d'eau, du pain et un plat mais il n'y en avait pas systématiquement pour tout le monde car la file d'attente était très longue. Ils ont pris mes empreintes pour enregistrer ma demande d'asile et m'ont conduit auprès des personnes de ma communauté, des somaliens, pour négocier avec eux un endroit pour dormir. Je ne connaissais personne. J'avais froid, il y avait des bagarres entre communauté. Entre les somaliens et les afghans par exemple, des personnes mettaient le feu, des vols,etc. J'ai été agressé à plusieurs reprises, soit parce que j'étais somalien, soit parce que j'étais homosexuel. Je ne pouvais pas trouver quelqu'un pour m'aider et en parler. Je gardais espoir de pouvoir trouver une porte de sortie à cet enfer.

En dehors du centre, les grecs étaient aussi virulents envers moi et les personnes qui demandent l'asile, ils ne toléraient pas notre présence. Un jour, un grec a ordonné à son chien de me poursuivre pour me mordre. Je préférais dormir à l'extérieur du centre malgré tout.

Je suis resté là-bas durant un an avant de recevoir une décision de reconnaissance du statut de réfugié. Lorsque j'ai reçu ma carte d'identité, je suis parti à la capitale, à Athènes en espérant une nouvelle vie plus sécurisante pour moi. J'étais sûr que l'Europe allait m'offrir une meilleure vie. Mais à mon arrivée, je n'avais nulle part où aller. Je n'avais pas d'aide, juste ma carte d'identité. Je dormais dans la rue, sans argent. Personne ne m'a guidé ou aidé. Je trainais près des restaurants pour avoir de la nourriture ou je mendiais dans les arrêts de bus. Lors d'un contrôle de police, j'ai couru et j'ai perdu ma carte d'identité. J'étais perdu et je ne savais pas comment je pouvais me sortir de cette situation. J'ai été au poste de police pour récupérer une carte d'identité mais ils ont refusé car je n'avais pas de documents à leur présenter pour prouver mon identité.

Un homme âgé de Somalie est venu vers moi et m'a demandé si je venais de Somalie. Il m'a demandé ce qu'il se passait, je lui ai expliqué ma situation sans parler de mon homosexualité. Il m'a proposé de m'aider à rejoindre l'Europe centrale avec un faux passeport. Il m'a dit que c'était mieux pour moi, que je serai plus heureux ailleurs mais qu'il y avait des risques. J'ai accepté.

Grâce à Dieu, j'ai réussi à prendre un avion du premier coup avec le faux passeport. J'ai suivi les instructions de la personne responsable de mon transfert. J'attendais. Je ne savais où j'allais atterrir mais je suivais.

Le 18 février 2019, je suis arrivé à Bruxelles durant la nuit. Le lendemain, j'ai été au Petit-Château pour demander l'asile. A mon enregistrement, j'ai expliqué toute ma situation. J'ai ensuite été transféré au centre Fédasil de Lommel.

Le 5 avril 2019, j'ai reçu le cachet Dublin suite à mon séjour en Grèce mais cette procédure a été annulée le 25 avril 2019.

Le 16 septembre 2019, j'ai réalisé mon interview à l'Office des Étrangers qui a ensuite transféré mon dossier au CGRA.

Le 30 novembre 2019 j'ai réalisé mon interview au CGRA, qui m'a rendu une réponse négative en décembre 2019 suite au fait que j'avais reçu un statut de protection en Grèce. Mon avocat n'a pas voulu faire de recours et le délai de recours était dépassé quand j'ai voulu changer d'avocat. J'étais très anxieux parce que je ne voulais pas retourner en Grèce et revivre une mauvaise expérience sur place. J'ai reçu l'ordre de quitter le territoire le 7 mai 2020 d'un délai de 30 jours. Avec l'aide de l'association Merhaba à Bruxelles, j'ai reçu un rapport d'Emantes faisant état des discriminations subies par les personnes LGTBQI+ refugiées en Grèce. J'ai donc, avec ce document, pu faire une nouvelle demande d'asile le 10 septembre 2020.

Actuellement, je suis en recours contre la décision d'irrecevabilité de ma deuxième demande d'asile. J'espère que la Belgique va comprendre ma situation et m'offrir la possibilité d'une vie sécurisante et plus heureuse.

2016

Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, j'adhérais à une association LGBT, je n'étais pas un membre actif mais je les soutenais. À Abidjan, j'étais vraiment bien, je me sentais très bien, je ne me voyais pas du tout venir ici. J'avais un très bon boulot qui me permettait de très bien gagner ma vie parce que je travaillais sur les plateformes pétrolières. Je n'envisageais absolument pas de venir en Europe.

Comme je l'ai déjà dit, je faisais partie d'une association pour les personnes LGBT mais je n'étais pas un membre actif par contre je leur prêtais un espace pour qu'ils puissent se réunir et faire leurs réunions afin qu'ils soient tranquilles. Ils venaient en petit comité et ils parlaient des sujets qu'ils voulaient. Ils savaient ma position, je préférais rester discret car petit, on m'avait déjà frappé pour avoir eu des comportements homosexuels. J'avais 12 ans quand on m'a surpris et c'est à partir de là que j'ai commencé à vouloir sortir avec toutes les filles que je voyais, je sortais à gauche et à droite pour ne pas qu'il y ait des doutes. Je ne voyais pas les filles comme des amies parce que j'aimais la douceur, c'est d'ailleurs ce que je recherche aussi chez les hommes. Et c'est d'ailleurs pour effacer cette vision de l'homosexualité que les gens avaient eu de moi à 12 ans que j'ai eu mon premier enfant à 15 ans. J'ai fait trois enfants avec la même femme et aujourd'hui, je ne les vois plus parce que ma famille est restée à Abidjan.

Le fait qu'on découvre mon homosexualité est arrivé à cause d'elle. Nous n'avons pas vécu directement ensemble mais quand c'est arrivé, je me suis rapidement rendu compte que je n'étais pas à l'aise et que je voulais vivre avec un homme. Je lui ai donc donné de quoi pouvoir vivre correctement, je l'entretenais et je vivais souvent en faisant des allers-retours entre la maison de ma femme et une autre maison que j'avais gardée où j'y voyais mon compagnon. Quand les gens ont eu des doutes en se demandant pourquoi je ne me mariais pas, j'ai fait un deuxième enfant. J'ai eu de la chance parce que cette femme était très compréhensive avec moi, tolérante et très patiente. J'avais beaucoup d'affection pour elle et ce qu'elle faisait pour moi. Lorsqu'on a eu notre deuxième enfant, j'ai décidé de prendre un grand appartement parce que j'avais les moyens. Mon compagnon de l'époque comprenait mes choix parce que nous étions en Afrique et il savait qu'on ne pourrait jamais vivre notre vie comme nous le voulions et se marier. On a donc gardé la petite maison pour nous deux et pour que nous puissions nous voir puisque j'avais les moyens de pouvoir garder les deux. J'ai aménagé la nouvelle grande maison pour qu'elle puisse être bien avec les enfants et moi je bougeais beaucoup entre le travail et les deux maisons.

C'est le jour de la naissance de mon dernier enfant que tout a changé parce que ma compagne ne sortait jamais sauf lorsque ma dernière fille est née car elle a voulu montrer le bébé aux personnes que nous connaissions et qui vivaient près de la petite maison. Elle pensait que j'avais loué la maison à des amis et c'est en voulant leur présenter le bébé qu'elle m'a surpris avec mon compagnon

dans une position délicate. Elle est donc rentrée et nous a surpris. Elle a commencé à crier et à nous injurier. Les voisins ont été interpellés par les cris et sont venus voir ce qu'il se passait. Elle a appelé mon oncle et mon cousin pour expliquer ce qui venait de se passer et ils m'ont menacé en me disant que s'ils m'attrapaient, ils allaient me tuer. J'avais déjà été battu et enfermé pendant 3 jours lorsque j'avais 12 ans, ma mère avait même dû intervenir donc je savais que j'allais revivre ça et probablement pire. Chez nous, avoir un enfant homosexuel, c'est un déshonneur pour la famille. Ce n'est pas tellement la violence physique qui me faisait peur, c'est surtout le rejet de ma famille, la manière dont on me traiterait, etc.

Quand cette histoire est arrivée, je suis resté deux semaines encore à Abidjan puis je suis allé travailler. Au travail, je réfléchissais beaucoup parce que je ne me voyais plus rester en Côte d'Ivoire avec tout ce qui s'était passé. J'avais envie de vivre ma vie, de m'exprimer comme je le voulais. Je n'étais pas prêt à affronter le monde entier pour pouvoir vivre mon homosexualité. J'ai donc parlé à un ami homosexuel qui travaillait avec moi afin d'avoir tous les papiers dont j'avais besoin, il m'a conseillé d'aller en Europe.

J'ai pris l'avion puisque j'avais un passeport et des visas grâce à mon travail. Je suis arrivé en France en me disant que je pourrais trouver du travail et m'en sortir parce que je suis quelqu'un de fort débrouillard. Je ne connaissais pas du tout le système de protection internationale et de demande d'asile. Il m'a donné le contact d'une connaissance en France qui pourrait m'héberger en contrepartie d'une aide financière et ménagère.

Lorsque mon visa fut prêt, j'ai pris l'avion et je suis arrivé à Paris, j'ai appelé mon contact qui était censé venir me chercher. Il m'a demandé si j'avais son argent mais on ne m'avait déjà parlé de ça donc il a raccroché en me laissant là. Mon idée était d'essayer de le trouver par moi-même parce que je savais dans quel quartier il habitait. Je suis donc allé pour tenter de trouver où il vivait mais je n'ai pas réussi surtout qu'il avait bloqué mon numéro. J'étais seul avec mon sac à dos, dans la rue, sans rien du tout. C'était compliqué parce que j'ai dû dormir dans la rue pendant quelques jours avant de décider, suite au conseil d'un ami, d'aller à Bruxelles pour me rendre à Fédasil. J'ai pris un covoiturage avec l'argent qu'il me restait pour y aller. Mon ami m'a hébergé sur Bruxelles deux jours, je lui ai raconté ce qui m'avait conduit à venir en Europe parce qu'il était étonné de me voir en Europe puisque j'avais une très bonne vie en Côte d'Ivoire. Ensuite, je me suis rendu à Fédasil et ma procédure a commencé.

Aujourd'hui, cela fait un an et demi que je suis en Belgique. Je parle de temps en temps à ma femme restée au pays pour pouvoir garder contact avec mes enfants et ma petite sœur qui est moins homophobe que le reste de ma famille.

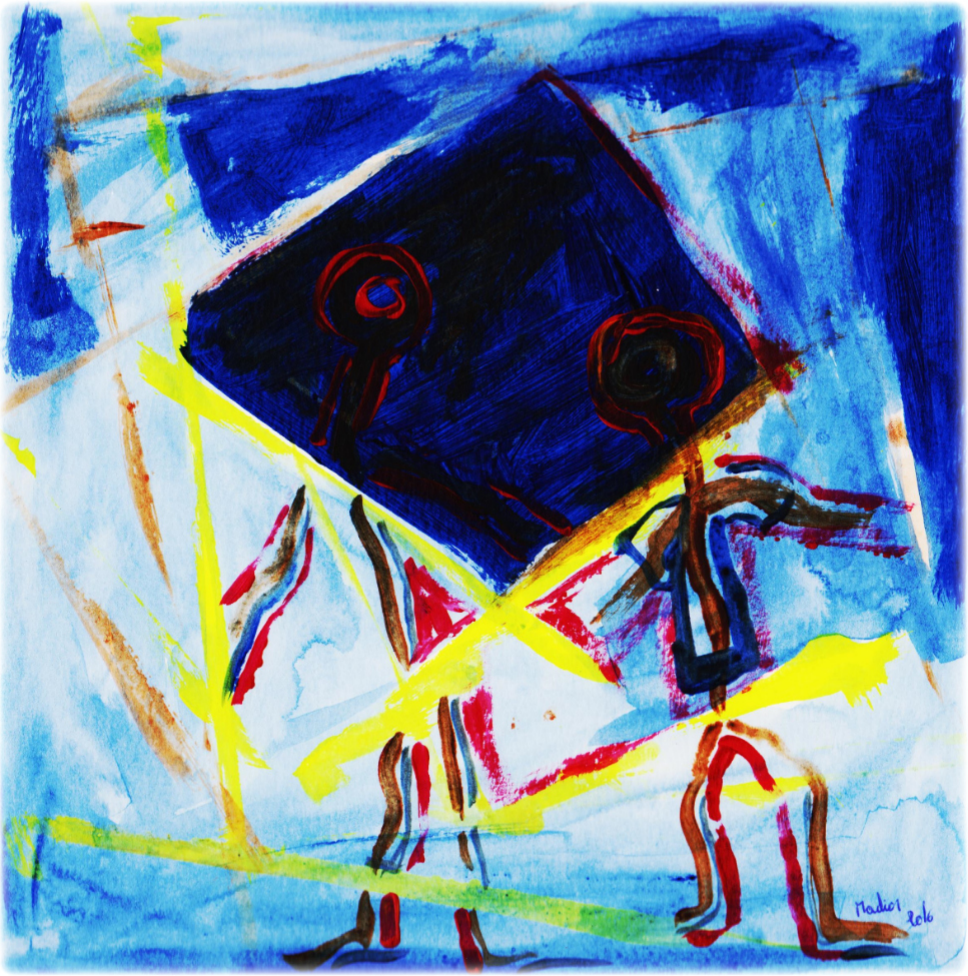
Ma procédure est très longue puisque j'ai eu d'abord une procédure Dublin à cause de mon passage en France qui a d'ailleurs été cassée grâce à mon avocate. Maintenant, je suis ma formation, je bouge beaucoup donc ça se passe bien mais je suis toujours en attente.

Je pense que nous pouvons vivre dans les centres avec les personnes qui ne font pas parties de la communauté LGBT. Je pense que ce type de centre peut être bénéfique pour les personnes transgenres parce qu'iels sont plus exposé.e.s. Il faut trouver un juste milieu pour vivre avec les autres.

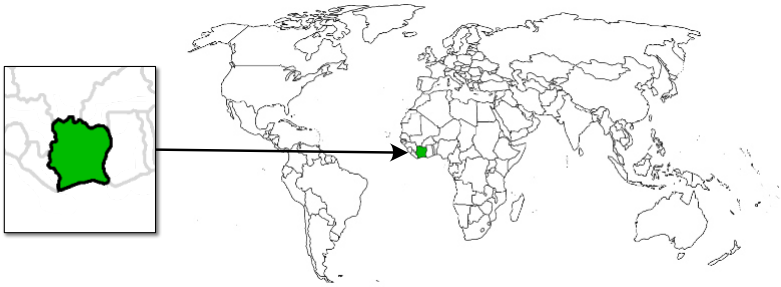
Je n'aime pas m'afficher, pas parce que j'ai honte de qui je suis mais j'ai eu du mal à m'ouvrir. Je pars du principe que si on n'offense personne en s'affichant, les autres ne feront rien et ne diront rien. Ils savent au centre où je suis que je suis homosexuel mais ça va, je n'ai pas de problème. Par contre, je trouve que le vrai problème, c'est la direction et les personnes qui travaillent dans le centre qui peuvent parfois être homophobes. Par exemple, lorsque j'ai débarqué dans mon premier centre, la réceptionniste qui nous accueillait a dit à voix haute en me regardant « ah voilà,elle vient d'arriver ». Je n'ai rien dit sur le coup mais ça m'a bloqué. Je suppose qu'elle a dit ça parce qu'on lui a dit qu'une personne LGBT devait arriver. On devrait former les professionnels aux thématiques LGBT

qui seraient capables d'intervenir de manière adéquate face aux discriminations qu'on subit parce que si c'était le cas, je pense que les autres résidents des centres n'oseraient pas autant se montrer homophobes. La directrice du centre dans lequel je suis maintenant intervient vite et on a plus de soucis.

Les actes homosexuels n'y sont pas illégaux. Il n'y a pas dans le pays, une reconnaissance juridique des couples homosexuels. Le gouvernement ne reconnaît pas le mariage homosexuel et il n'y a pas de loi anti-discrimination protégeant les personnes LGBT. En Côte d'Ivoire la stigmatisation et le rejet des LGBT dans les centres de santé est une réalité. Il faut signifier aussi que des journaux locaux, à travers des propos homophobes, incitent à la haine envers les minorités sexuelles.


Madhoi
2016

Côte d'Ivoire



Je m'appelle Giles. J'ai 26 ans et je suis d'origine ivoirienne. Mon histoire débute depuis l'âge de 15 ans, précisément en 2010. C'était, en effet, à cet âge que j'avais rencontré Simon qui lui était âgé de 4 ans de plus que moi. Il était en première année d'informatique, à mon école ITES II Plateaux. Il venait nous aider à étudier nos cours d'électronique et informatique en tant que bénévole. Et tout de suite, le courant est passé entre nous, nous passions de plus en plus de temps ensemble, mais sans nous avouer notre attirance l'un envers l'autre, et ceci pendant 3 années successives jusqu'à ce que lui soit parti de l'établissement parce qu'il avait obtenu son BTS et que moi, je sois en classe de Terminale, nous étions en l'année scolaire 2012-2013.

C'est un jour de révision, juste avant le BAC, qu'il se décide à m'avouer ses sentiments pour moi, ce qui était partagé et dès lors on commença, en secret, notre relation. Car Simon venait me rendre visite chez moi à chaque fois qu'il avait l'occasion. Mais plus nous nous plaisions à ce jeu et plus les gens du quartier et d'ailleurs était très méfiants à notre égard, souvent même nous refusant l'entrée dans leur magasin de vêtements.

Puis vient le jour où des mots de menaces étaient laissés devant la porte de chez moi, me demandant d'arrêter d'envoyer cet "efféminé d'homme" dans le quartier ainsi que de cesser toute relation avec lui en plus d'un dessin d'un crâne de mort pour signature. Ces évènements agrandissent ma peur d'abord pour ma vie, parce qu'en 2010 pendant la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, deux homosexuels bien connus du quartier ont tout de suite été désignés par les habitants du quartier aux forces rebelles. Ces derniers les ont frappés publiquement devant nos yeux en guise d'exemple puis les ont embarqués et jusqu'au jour d'aujourd'hui, nous sommes restés sans nouvelles. C'est d'ailleurs la vue de cet événement qui nous à pousser ma famille et moi, à quitter notre maison pour Aboudé, le village de mon père situé à plus de 100 km d'Abidjan. Alors, je savais que certains habitants du quartier, membre du régime Ouattara, pouvaient exécuter ses menaces à mon encontre.

Ensuite, ma deuxième peur était celle de la famille qui était déjà en plein deuil par la mort de mon père en ce mois de mars 2013. Et donc, avec cette douleur de décès à encaisser, d'abord pour moi et ensuite pour ma famille, si en plus mon orientation sexuelle leur avait été révélée, ça aurait été de la folie, car l'homosexualité a toujours été considérée comme tabou et sujet de bien des divisions dans plusieurs familles. Face à tout ça, je décide de stopper momentanément ma relation avec Simon, le temps de calmer les anonymes expéditeurs de menaces et aussi le temps de se recueillir en famille afin de mieux organiser les obsèques de mon père.

Après environ deux ans sans s'être vus, il n'arrivait plus à tenir la distance et se rend un jour chez moi, exactement le dimanche 11 janvier 2015, sans prévenir. Déboussolé et surpris, je décide de sortir me promener avec lui en prenant mon sac à dos avec tout mon matériel informatique

et électronique ainsi que des bijoux que je devrais envoyer à ma tante Cindy le lendemain, l'une des amies de ma mère. Ceci tout en prétextant, auprès de ma famille, aller travailler sur un projet avec Simon. Nous nous promenons dans le quartier jusqu'à la nuit, vers 18 h, nous nous sommes assis sur le banc public à l'entrée de notre cité, dans le parking, à discuter. Pendant un moment, nous pensions être seuls et là, on s'est rapproché puis embrassé. C'est à ce moment, qu'un homme sorti de derrière nous, s'est jeté sur nous avec force et nous a saisis en nous accusant de tous les maux. Nous disant même que lui et ses gars nous avaient remarqués, Simon et moi depuis bien longtemps, mais attendaient le bon moment pour agir.

Cet homme nous a saisi à la force de ses bras et il a tellement crié au scandale que d'abord deux autres gars sont venus, probablement ses amis parce qu'ils n'ont pas cherché à comprendre et se sont tout de suite rangés du côté du premier homme. Ils ont pris mon sac et nous ont frappés, marché dessus et ils ont crié que des PÉDÉS sont par ici et les gens se sont empressés de venir nous entourer.

Dans l'émotion, Simon et moi prenons la fuite dans un hôtel du quartier voisin. Nous ne rentrerons pas chez moi ce soir, car les évènements s'étant déroulés près de chez moi, il était déjà évident de penser que la nouvelle ait été portée vers mes parents et donc je craignais que tout ce dont je n'avais jamais souhaité arrive maintenant. Le lendemain ,je me rends à la Police pour porter plainte. Pour le vol de tout mon matériel informatique, estimé à un peu plus de 1 million de francs CFA et ce, sans expliquer au policier la raison qu'était mon homosexualité révélée car j'avais peur toujours à cause du sort que réserve la loi ivoirienne aux gays.

Juste après j'ai appelé ma mère qui n'a évidemment pas décroché son téléphone après maintes reprises. Aussi, j'ai appelé ma sœur et c'est elle qui ma annoncé ce à quoi je m'attendais. Maman et toute la famille a été honnie par ma faute. Ma famille ne serait plus jamais respectée et avait décider de ne plus m'avoir à leur côté. Selon eux si mon père vivait il serait l'homme le plus déshonoré du monde par ma faute, je restais à me morfondre ne sachant plus où aller. C'est ainsi que Simon m'a proposé de quitter le pays pour échapper à cette homophobie. Et que lui-même avait prévu m'en parler avant, mais ne savait pas si j'étais vraiment prêt à tout abandonner au pays pour qu'on ait une vie libre dans un pays ou les droits des LGBT sont respectées.

Craignant les représailles qui m'attendaient je pars vivre chez son ami et ex Landry qui accepte de me cacher un moment chez ses parents et qui habitaient le quartier ABOBO. Vivant toujours caché craignant de me faire reconnaître par quelqu'un de mon ancien quartier ainsi que rester sans argent était difficile. C'est Simon qui m'apportait un peu d'argent pour vivre de temps en temps et me demandait d'être patient pour le jour du départ.

Certaines fois j'aurais voulu rentrer en force chez moi, dans ma famille, mais la nouvelle de l'arrestation de deux homos attrapés pendant leurs ébats, faisait la une des journaux en l'an 2016, un an ayant quitté ma maison et ayant perdu tout contact avec mon ancienne vie.

Le 4 mai 2017, Simon et moi quittons Abidjan en car et arrivons au Burkina Faso le lendemain la nuit et restons bloqués à la frontière par les autorités Burkinabè qui en avaient après nous les ivoiriens parce qu'ils nous croient riches. Ensuite nous continuons la route et autant avons-nous eu des contrôles de police, nous avons été forcés de payer et arrivé à la frontière du Niger, Simon me mit au courant qu'il ne lui restait plus rien en poche. C'est ainsi que nous sommes allés voir le chauffeur et il a accepté de nous cacher dans la soute à bagage tout au bas du car durant les jours qui ont suivi jusqu'à ce qu'on arrive à Niamey, nous sommes restés couchés sans air pour respirer et à ressentir tous les dégâts sur la route et dans une chaleur des plus extrêmes.

Le car ne s'arrêtait que pour des contrôles donc même les passagers en cabine ne pouvaient pas sortir se reposer un moment. Je me souviens que Simon et moi urinions dans nos gourdes censées garder notre eau et nous faisons tout ou presque pour ne pas faire de bruit, car le chauffeur nous avait prévenu que si Simon et moi nous faisons attraper, lui niera nous connaître et nous serons laissés pour compte. Après 3 jours de route depuis notre entrée au Burkina Faso nous arrivons à Niamey au Niger encore dans la nuit. Pour ensuite prendre le Car pour Agadez ou pendant cette route nous avons aussi eu des contrôles de police, mais sans problèmes jusqu'à ce que nous arrivons à un certain poste de contrôle ou cette fois les policiers nous ont tous fait descendre (tous les passagers du car) et leur chef nous a tous rassemblés en nous expliquant qu'il savait que nous allons à Agadez pour préparer notre Traversée pour l'Europe et qu'il allait nous enfermés tous dans ses prisons sans nous fouillés parce qu'il fait ce travail depuis longtemps et qu'il sait que nous avons plus d'argent sur nous.

Il mettrait un téléphone à notre disposition pour qu'on appelle nos familles afin qu'elles envoient de l'argent pour nous libérer. Et tout de suite avec les armes en mains les policiers nous conduisent et entassent tous dans les prisons du post de contrôles. Nous étions environs 30 personnes en plus du chauffeur dans deux cellules de prison. C'est à ce moment que Simon et tous ceux qui avaient quelqu'un a appelé l'ont fait et quelques heures plus tard ceux dont la famille avait réagi ont été tout de suite libérés. Le chauffeur a lui aussi payé une certaine somme aux policier.

Dès ce moment le groupe qui avait été libéré continuer la route était d'environ de 15 personnes. Les autres sont restés enfermés et nous continuons la route pour enfin arriver à Agadez. Le contact de Simon nous attendait à moto et nous a conduits à une maison où étaient logés déjà depuis plusieurs jours d'autres voyageurs. Cette maison a été notre premier camp de vie. Chaque matin le chef du camp appelé Malien nous envoyait de la viande, du riz, mais pour tous les autres ingrédients de cuisine c'était à chacun de nous de donner de l'argent pour la cotisation commune. Chose que Simon m'a dit que ce n'était pas prévu. Malien nous apportait aussi de l'eau, mais nous les voyageurs étions formellement interdit de sortir sous peine de nous faire abattre par les autorités nigériane qui étaient au courant de la vague de migrant qui transitent par leur ville.

Nous restons dans ce camp à Agadez pendant 1 semaine et ensuite nous sommes transférés dans une autre maison à quelques kilomètres de là, mais toujours dans la même ville Agadez. Le lendemain matin de notre arrivée à la deuxième maison nous avons encore assisté au fil des heures à la venue de plusieurs autres migrants. Nous devenons nombreux, il y avait vraiment beaucoup de personnes dans cette maison encore plus que dans la première. Il n'y avait plus de place à l'intérieur des chambres donc les femmes et bébés ont occupé les chambres et tous les hommes dormaient dans la cour, dehors, à même le sable et sans couverture, sans nourriture ni eau pour se laver. Car en effet Malien nous avait tous prévenu que lorsque nous quitterons cette deuxième maison nous irons affronter le désert et que nos réserves d'eau devraient être bien conservées jusqu'à ce qu'on arrive à la première ville libyenne.

Après 2 ou 3 jours passés dans cette deuxième maison, un matin 5 voitures pick-up (3 places à l'avant et une grande benne à l'arrière) avec 2 chauffeurs par voiture ainsi qu'une grande barrique d'eau par voiture, sont arrivés et là nous avons été tous embarquer d'abord nos bagages ensuite nos gourdes remplies d'eaux puis nous montons chacun choisit sa voiture, mais il n'y avait pas de place pour tous à l'arrière de chaque voiture vu le grand nombre de voyageur que nous étions. Alors les chauffeurs tous armés sortaient nous menacer de tous nous entasser pour qu'on puisse prendre la route au plus vite possible. Nous roulons ce même jour jusqu'à la nuit traversant plusieurs villages et routes avec et sans goudron.

Tard dans la nuit nous arrivons à un endroit avec peu de broussaille et des arbres au milieu de tout ce terrain rempli de terre dur et rocailleux. Cet endroit était à proximité d'un village parce qu'on apercevait la lumière provenant de ce dernier. Les chauffeurs nous laissaient là et partirent. Nous nous sommes installés puis avons bu un peu d'eau et nous nous sommes endormis. Encore plus tard dans cette même nuit un groupe de 4 ou 5 personnes armés sont venu à moto, nous ont réveillés

et nous mettaient par terre. Ils nous ont tous fouillés et dépouillés de tout l'argent qu'ils trouvaient sur chacun d'entre nous. Une fille s'est faite violée par leur chef pendant que les autres nous prenaient notre peu d'argent restant. Tous regroupés on pouvait entendre les cris de la jeune fille pleurant et demandant pardon (SABARI) en langue malinké à son agresseur. Quand les agresseurs eurent fini, ils partirent avec leurs motos.

J'ai été tabassé avec la crosse d'une arme à feu à mon dos et Simon a failli être tué ce jour pour avoir essayé de me défendre. Il y a eu des blessés, mais aucun mort. Après leur départ nous sommes restés tous éveillés jusqu'au lendemain avec toute nos gourdes vidées. Ce même lendemain les chauffeurs sont arrivés avec les mêmes voitures et grandes barriques pleine d'eaux à bord. Et cette fois les chauffeurs nous ont mis en un long rang et nous ont triés en 5 groupes. Simon et moi n'étions pas ensemble dans le même groupe. J'ai essayé de le rejoindre, mais j'ai encore été frappé par un des chauffeurs. Ce jour, là toutes familles ou personnes venues accompagnés ont été séparés.

Il y avait des cris et des pleurs parce que chauffeurs continuaient de battre tous ceux qui ne voulaient pas rester sage dans les groupes qu'ils avaient désignés. 4 groupes étaient essentiellement des groupes d'hommes et le dernier était celui de femmes, mais les femmes et leurs bébés étaient assez nombreuses donc celles n'ayant pas eu de place sont venu compléter les autres voitures.

Depuis cet instant Simon et moi n'avions plus voyagé dans le même véhicule. Nous prenions le départ en traversant encore des villages et des paysages sans vie et cela pendant des nuits et des jours. A un moment quand nous avions atteint les sables du désert, la police nigériane était à nos trousses. Alors les chauffeurs se sont séparés et ont commencé à vraiment accélérer. Tout en roulant à vive allure, la nuit noire, toutes les voitures se sont rejoint et roulaient cette fois côte à côte et non en file comme auparavant, mais avec les feux éteints et on pouvait encore apercevoir la lumière des voitures de police derrière nous. Mais nous roulions dans la peur, car sans feux et à vive allure, dans des positions plus ou moins assises à cause du grand nombre de personnes que nous étions à l'arrière de la voiture. N'ayant plus de place à bord, certains sont restés debout tout le temps de la traversée du désert. Nous conduisions encore nuits et jours sans nous arrêter, sans boire ni manger et étions tous très fatigués au point que ceux qui étaient debout voulaient s'assoir, mais il n'y avait aucune place.

Un soir, deux voitures de police étaient à nos trousses. Alors les chauffeurs des 5 voitures nous ont fait tous descendre en plein milieu du désert juste au bas d'une dune de sable afin qu'on reste cachés. Ils nous ont pris toutes nos pièces d'identité puis sont partis en nous abandonnant, seuls dans cet endroit très froid et en pleine nuit. Mais ce n'était rien comparé à ce qui nous attendait. Le lendemain matin dès que le soleil s'est levé et la température atteignait déjà ce dont nous avons chez nous à Abidjan aux environs de midi, et ça c'est chaud. Mais plus les heures passaient et plus la température grimpait encore et encore.

Il faisait tellement chaud que certaines personnes se sont subitement mises à trembler sans que quelqu'un ne puisse faire quoi que ce soit pour les aider. Nous n'avions rien pour nous couvrir la tête, car les chauffeurs sont parti avec nos bagages et gourdes d'eaux la veille. Tout le monde avait extrêmement soif, je n'avais même plus de salive en bouche. Nos bouches se sont asséchées. Mes urines étaient tout rouges, les bébés et leurs mères pleuraient. Sans rien, certaines mères retiraient leurs vêtements pour couvrir leur bébé et certains hommes, à bout de souffle, demandaient de l'eau, mais en vain. Simon m'a regardé en pleurs. Je me suis mis moi aussi à pleurer.

Nous avons tous pleuré et assister à la mort de deux jeunes hommes sans être capable de faire quoi que ce soit. Nous avions l'impression que le temps s'écoulait très lentement. La peau de Simon était devenue toute sèche. La nuit tombée, le froid s'est installé. Les cris et pleurs ont cessé, mais la soif, la fatigue et la faim étaient toujours présentes. Je ne pouvais plus marcher sur mes pieds à cause du vertige donc je me déplaçais à 4 pattes pour aller demander de l'eau et des médicaments aux autres, mais en vain. Je revins auprès de Simon qui lui ne pouvait même plus bouger. Il me disait

que si le lendemain il était mort comme les autres, que je devrais continuer. Sinon la police libyenne allait s'abattre sur moi. Dès le lendemain, ce sont des pleurs qui nous ont réveillés à cause de la chaleur infernale du matin et parce qu'il y avait encore un mort. Nous sommes restés sans voix parce que nous n'avions même plus de force pour nous tenir debout et d'autres ont continué à pleurer.

Au milieu de la journée, ceux qui avaient encore des forces se sont mis à marcher pour trouver un village ou avoir de l'eau. Mais plus tard, deux chauffeurs sont venus et ont embarqué les passagers qui étaient présents. Mon chauffeur était venu et pas celui de Simon. Je refusais de partir et de laisser Simon derrière moi, mais avec son arme le chauffeur nous a séparés et m'a embarqué avec le reste du groupe, sauf deux qui étaient morts la veille et un autre qui avait suivi le groupe chercher de l'eau. Le chauffeur n'en avait rien à faire. Nous avons continué la route en file de deux voitures.

Nous roulions et roulions encore jusqu'à nous arrêter une nuit pour nous reposer. Là, une autre voiture nous a rejoint mais ce n'était pas celle de Simon. Nous nous reposions à cet endroit jusqu'au lendemain et embarquions pour continuer la route. Nous roulions toujours, mais on avait tellement soif que personne ne pouvait parler. Je me demandais toujours où était Simon et les chauffeurs ne pouvait m'aider parce qu'ils ne parlaient pas français, mais arabe. C'est ainsi que notre traversée continua avec les 3 voitures de jour comme de nuit. Plusieurs fois les pneus des voitures restaient enfoncés dans le sable alors toutes les autres voitures s'arrêtaient. On était forcés et battus pour aller soulever, pousser cette voiture.

On fait escale dans plusieurs villes puis on arrive à Bani Walid en Libye. Dans une première maison, nous avions été tous enfermés dans une chambre d'à peine quelques mètres carrés toute la nuit. On entendait des tirs à l'arme lourde ce jour-là. Le lendemain matin un libyen est passé, il nous a triés et nous a embarqué dans sa voiture. Nous étions six personnes visiblement choisies à cause de notre corpulence. Cet homme portait une arme automatique. Il nous a envoyé sur un chantier de construction et nous a forcés à ramasser les briques, les poutres de bois massif ainsi qu'à assembler le sable et laver ses moutons. Tout ceci sous la contrainte de l'arme à feu et pendant toute la journée. La nuit nous avons tous été conduits dans une seconde maison ou nous sommes restés un peu plus d'un mois.

Ensuite, nous avons quitté Bani Walid dans un camion de livraison de sable pour une autre ville. D'abord nous passons une semaine dans une première maison. Ensuite, dans une deuxième maison, cette fois juste au bord de l'eau, où nous passons encore une semaine avant d'embarquer dans un bateau gonflable. Ce jour-là, quatre bateaux gonflables ont été lancés à la mer vers une heure du matin. A bord de notre bateau, nous étions environ cent soixante personnes à bord assises les unes sur les autres, sans gilet de sauvetage. Nous ne bougions pas parce que le bateau n'était pas stable et se dandinait à la moindre occasion. Juste après quelques minutes à bord du bateau, on s'est rendu compte que l'eau s'infiltrait. Nous avons voulu nous retourner vers les côtes pour le dire aux libyens mais dès qu'ils nous ont vus, ils ont commencé à nous tirer dessus. Nous nous sommes retournés.

Dans la panique un homme assit sur le bord du bateau est tombé à l'eau. Ne sachant pas nager, il se noya. Celui qui pilotait le bateau ne voulait pas s'arrêter car les Libyens continuaient de nous tirer dessus. Nous avons été recueillis entre 12 h et 13 h par le bateau de sauvetage « AQUARIUS ». Ce bateau mit 3 jours en mer avant qu'on arrive en Italie. Nous sommes au mois de juillet 2017.

Arrivé en Belgique en octobre 2018, j'ai d'abord résidé environ 4 mois chez Frédérique, un ami à Simon qu'il avait rencontré quelques années auparavant au Maroc. Un homme bien qui m'avait accueilli avec bonté. Il continue même d'accueillir plusieurs migrants dormant dans les rues de Bruxelles. La vie chez lui se passait bien jusqu'au jour où il commença à me faire des avances. Ne voulant pas le frustrer je lui ai gentiment fait comprendre que j'attendais Simon et que ma vie ne serait rien s'il n'avait pas été là pour moi.

Frédérique se montrant de plus en plus insistant j'ai donc demandé à aller vivre dans un centre pour demandeurs d'asile. Et c'est ainsi que j'arrive au centre Bovigny situé dans les Ardennes en février 2019. J'étais loin de me douter de la vie qui m'attendait. Nous dormions à 6 personnes dans une chambre dans un état déplorable. Les murs, les sols, carrelages étaient sales. Et le pire, ce sont les toilettes qui, bien qu'elles étaient nettoyées chaque matin, se refaisaient salir car il n'y avait aucune surveillance de la part des responsables. En effet certains résidents parfois malades y allaient vomir et faire leur besoins sans même nettoyer par la suite.

Aussi il y'avait un manque total de liberté de mouvement, principalement dus à la localisation géographique du centre, situé en plein milieu de nul part et dont les deux villes les plus proches, Gouvy et Vielsalm se trouvaient à plusiuers kilomètres. Il nous était presque impossible de sortir.

Nous ne disposions que de quelques navettes par jour pour un très grand nombre de personnes. Du coup ceux qui n'obtenaient pas de place dans la navette faisaient le chemin à pied jusqu'à la gare de Gouvy, située à plus de 8 km, ou celle de Vielsalm. Je l'ai fait plusieurs fois, tant à l'aller qu'au retour, le même jour. Cela faisait plus de 4 heures de marche ! Vivant avec plusieurs autres demandeurs d'asiles venant de pays et cultures différentes, les amitiés étaient rares. J'ai assisté à ces mêmes regards moqueurs, accusateurs et homophobes dont j'avais été la cible dans mon pays car dans ce centre, il y'avait un groupe de personnes originaires d'ethnies arabes qui ne cachaient pas du tout leur homophobie.

Face à cela, j'étais méfiant envers tout le monde, il m'était difficile de tisser des amitiés. Pour les résidents LGBT, il est difficile de ne pas nous remarquer car même lorsqu'il fallait se rendre à des réunions dans des associations, le centre désignait une navette pour nous conduire à la gare. Sauf que cela faisait de nous une des cibles : les autres résidents homophobes étaient aussi au courant des heures et dates des navettes et parfois venaient s'arrêter juste autour pour regarder les visages de chacun.

Il m'était difficile d'être en intimité lors de mes appels avec Frédérique, car il n'y avait qu'une seule sale wifi et donc tout le monde pouvait nous entendre. Cela n'a pas changé en allant dans un autre centre. Toujours aucune intimité, car toujours une seule salle wifi commune. Et aucune sécurité car certaines personnes mal intentionnées profitent des résidents du centre.

Un jour, rentrant de ma formation, j'ai été abordé par un monsieur qui m'a proposé de me reconduire au centre. Sauf qu'il m'a tout de suite montré des vidéos porno gay alors que je ne lui avait pas demandé, et a commencé aussi à me toucher le genoux. Chose que je n'ai pas apprécié. J'ai été donc porter plainte à la Police et j'ai tout de suite avertit le centre. Le problème est que ce monsieur était très bien connu de tous, la police y compris. Les policiers disaient avoir eu plusieurs plaintes le concernant pour des faits similaires. Mais il n'y'a jamais eu d'arrestation par manque de preuves. Donc nous devions vivre au centre sachant qu'il y avait dehors, tout près de nous, des personnes perverses avec des idées malsaines.

Jusqu'à présent, il n'y a qu'au sein des associations comme la Maison Arc en Ciel de Verviers où nous, les demandeurs d'asile LGBT, pouvions librement nous affirmer. Tout mon souhait est que cet esprit arrive dans les centres d'accueils car beaucoup de résidents et même parfois le personnel administratif doivent être sensibilisés.

MAJOR
2015

Belgique

Daniel, Bénévole à la macverviers après 22 ans de travail au sein d'un centre ADA.

En guise de préambule à mon texte et suite à la lecture des témoignages évoqués par les demandeurs de Protection Internationale bénéficiaires auprès de la MAC Verviers, je ne peux que faire preuve d'humilité et de respect devant ces récits de vie tout imprégnés de souffrances certes mais aussi et surtout de dignité et de résilience par rapport à ces réalités rencontrées au cours d'une vie. J'ai envie de dire, ces réalités marquées dans la chair mais aussi et de façon plus profonde et plus durable dans la mémoire.

Pour ma part, c'est mon expérience professionnelle de 22 ans dans un Centre d'Accueil pour demandeurs d'asile (expression utilisée lors de mon engagement) qui m'offre cette légitimité qui est celle d'un humain en ayant rencontré bien d'autres, des moments de vie partagés avec ceux cherchant une vie si non meilleure, du moins empreinte de davantage de liberté et de sécurité.

S'il est incontestable que le droit d'asile est globalement un droit accepté ultra-majoritairement et que notre pays a mis en place un système d'accueil des demandeurs de Protection Internationale dont la qualité apparaît largement d'un bon niveau, mon propos porte surtout sur une partie de ceux-ci, m'interrogeant volontairement sur l'accueil des personnes membres de la communauté LGBT au sein des centres où résident ces personnes durant le traitement de leur demande par l'Office des Etrangers, le CGRA et éventuellement le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Il m'est apparu que si pour certaines de ces personnes l'intégration dans les structures d'accueil s'effectue la plupart du temps sans difficultés majeures, pour d'autres peut-être rendues plus fragiles par les multiples expériences traumatisantes rencontrées dans leur parcours, tant dans le pays d'origine que sur le trajet de l'exil (vexations, insultes, humiliations, abus, mise au ban de la société, violences verbales ou physiques voire menaces de mort ou d'incarcération à vie…) l'intégration est plus compliquée voire source de stress et de peurs.

Il m'est d'avis que pour les DPI arrivant dans notre pays reconnu comme « friendly », le soulagement n'a d'égal que la déception d'arriver en centre d'accueil, le désenchantement est en effet énorme. La promiscuité vécue dans ces structures souvent occupées à 100% de leur capacité impose des conditions de vie où l'espace personnel privé , intime se voit réduit au minimum voire inexistant. Le séjour dans ces centres et j'en témoigne n'est souvent malheureusement que la continuation des confrontations à des comportements de rejet imposant alors de continuer à faire semblant, à taire ses motivations à quitter le pays d'origine, à surtout ne pas SE DIRE, SE RACONTER,

ne rien laisser paraître qui pourrait mettre en péril sa sécurité. Il en est ainsi dans la chambre partagée avec d'autres personnes, dans la communauté formée par les personnes accueillies parfois membres de la même communauté d'origine, de la même religion… Ceci provoque souvent un sentiment d'insécurité dû au groupe et à la pression exercée par un majorité peu encline à reconnaître comme possible la liberté d'aimer autrement que celle imposée par telle société, telle culture, telle religion, telle famille.

Quant au rapport avec l'équipe sociale, j'ai pu constater également beaucoup de réserve à se livrer tant la méfiance à l'égard des travailleurs sociaux est bien présente, par crainte d'un malencontreux et involontaire outing forcé mais aussi par le doute qui s'est installé à l'égard de personnes qui peu ou prou sont vécues comme représentantes de l'autorité, celle la même qui a parfois conduit à l'exil.

Personnellement je puis attester de plusieurs personnes ayant tu leur appartenance à la communauté LGBT durant de nombreux mois, le temps nécessaire à l'installation d'un sentiment de confiance et d'assurance du respect intégral de la confidence. Je dois aussi reconnaître que tout être humain possède ses propres convictions, valeurs et croyances. C'est là qu'intervient la nécessité de la mise en place d'informations voire de formations des équipes socio-éducatives à grande échelle permettant une attention et une bienveillance absolument indispensables à tout travailleur social.
Je pense qu'il est en effet plus que nécessaire de mettre en place ces types de rencontres afin aussi d'informer du travail réalisé au sein des MAC et ce pour éviter de laisser penser que nous ne sommes qu'un lieu de « délassement », un espace récréatif… Depuis mon engagement volontaire à la MAC Verviers j'ai pu rencontrer une équipe dynamique, disponible et entièrement tournée vers le bien-être des bénéficiaires mais surtout une équipe professionnelle maîtrisant la procédure d'asile et délivrant des informations pertinentes à la préparation du DPI à l'interview au CGRA entre autres.

Je constate aussi et je le déplore même si c'est une chose que je n'ignorais pas le malaise de l'équipe sociale des Centres d'accueil à faire circuler les infos concernant les droits en terme d'asile des personnes de la communauté LGBT, j'ai moi-même été confronté à certaines résistances des résidents ou des interprètes alors qu'il s'agissait d'aborder cette partie bien précise de la Convention de Genève évoquant le point particulier de la question de la répression des minorités LGBT.

Loin de jeter l'anathème, je dois constater que les travailleurs sociaux des centres d'accueil ont bien peu de temps à consacrer à chaque résident et que dans ce contexte entraînant une gestion de beaucoup de « dossiers » il est malaisé d'accorder des entretiens de longue durée, ce qui est loin d'être le cas dans ma nouvelle vie de travailleur social. Quelle joie de pouvoir partager ces moments de vie que j'évoquais au début de mon propos dans un cadre sécurisé et propice à pouvoir se raconter librement .

A l'instant où j'écris ces lignes j'apprends qu'un centre d'accueil spécifique aux DPI membres de la communauté LGBT ouvre ses portes dans la région bruxelloise et je ne peux que m'en réjouir et être fier de l'action menée et du résultat obtenu. Je suis cependant convaincu qu'il s'agit là d'une première étape qui mènera je l'espère à terme à l'ouverture des places ILA aux personnes issues de pays dans lesquels la peine de mort est requise contre cette communauté souvent mise au ban de la société.

Merci à la MAC Verviers - Ensemble Autrement de m'avoir laissé cet espace de parole dans ce livret tellement riche en intensités qu'elles soient écrites ou illustrées.

Daniel

Contacts

Arc-en-ciel Wallonie / BALIR
Rue Pierreuse, 25 - 4000 Liège
04 222 17 33
https://www.arcenciel-wallonie.be

Maison arc-en-ciel de Verviers
Rue Xhavée, 21 - 4800 Verviers
0495 13 00 26
https://ensembleautrement.be/ - contact@ensembleautrement.be

Maison Arc-en-ciel de liège
Rue hors-château, 7 - 4000 Liège
04 223 65 89
http://macliege.be/ - courrier@macliege.be

Maison Arc-en-ciel de Namur
Rue Eugène Hambursin, 13 - 5000 Namur
0471 52 44 21
http://www.cgln.be/ - info@macnamur.be

Maison Arc-en-ciel de Luxemburg
Avenue Bouvier, 87 - 6762 Virton
063 22 35 55
http://www.lgbt-lux.be/ - courrier@lgbt-lux.be

Maison Arc-en-ciel de Charleroi
Rue de Marcinelle, 50 - 6000 Charleroi
071 63 49 41
http://maccharleroi.be/ - info@maccharleroi.be

Maison Arc-en-ciel de Mons
Boulevard Président Kennedy, 7 - 7000 Mons
065 78 31 52
http://www.mac-mons.be/ - info@mac-mons.be

Maison Arc-en-ciel du Brabant Wallon
Rue des Deux Ponts, 15 - 1340 Ottignies - LLN
010 42 06 43
http://macbw.be/- info@macbw.be

CRVI asbl
Rue de Rome, 17 - 4800 Verviers
087 35 35 20
https://crvi.be/ - perso@crvi.be

Espace 28
Rue de la Colline, 18 - 4800 Verviers
087 34 10 53
http://espace28.be/ - info@espace28.be

CIEP
Rue Saint-Gilles, 29 - 4000 Liège
04 232 61 61
https://mocliege.be/activites/ciep-verviers/ - info@mocliege.org

Rainbow House
Rue du Marché au Charbon Kolenmarkt, 42 - 1000 Bruxelles
02 503 59 90
http://rainbowhouse.be/fr/

Radior

Remerciements

Nous tenons à remercier nos membres qui ont acceptés de partager une partie de leur histoire de vie, tout en sachant que la réminiscence des histoires du passé relève d'un don de soi complexe et riche en émotions.

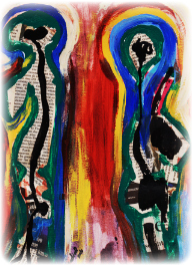
Merci à l'équipe de la Maison Arc-en-ciel pour leur investissement dans la réalisation de ce livret.

Merci à Madior pour le don de ses œuvres qui ont permis d'illustrer ce livret.

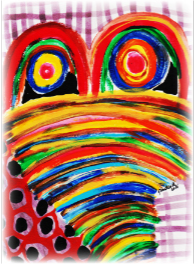
Merci à Melissa et à Sabrina pour la mise en forme de ce projet de livre.

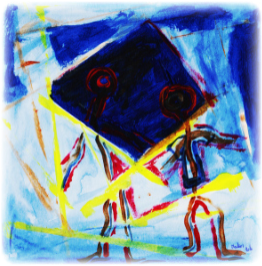
Merci au Département action sociale de la Province de Liège qui soutien l'édition de ce livret.

Merci à chaque personne qui prendra le temps de lire le fruit de ce travail et qui le partagera autour d'iel.le.s.



D·K·R





Ce livret réalisé au cours de toute l'année 2021, vous présente plusieurs récits de vie de Demandeur.euse.s de protection internationale qui introduise leur demande sur base des critères de protections liés à la persécution homophobe, biphobe, queerphobe, transphobe, interphobe véçues au pays.

Sur base du travail social que notre équipe mène avec ces personnes au quotidien, nous et iel.le.s ont estimé.e.s que les parcours de vie des personnes LGBTQIA+ migrantes est encore fort peu connu du grand public.

Nous espérons que ces quelques témoignages vous permettrons de prendre conscience des réalités pour toutes ces personnes.

Bonne lecture.

Si vous souhaitez de plus amples informations, n'hésitez pas à prendre contact avec notre équipe :

MAC Verviers - Ensemble Autrement asbl
Rue Xhavée 21 - 4800 Verviers
(entrée via le parking de la piscine communale)

+32 499 63 85 73
dpi@ensembleautrement.be
www.ensembleautrement.be

Avec le soutien de la Province de Liège et de son Service Santé et Social

Avec le soutien de la Wallonie